

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KHM/6

11 décembre 2001

(01-6271)

Groupe de travail de
l'accession du Cambodge

Original: anglais

ACCESSION DU CAMBODGE

Questions supplémentaires et réponses

Le Royaume du Cambodge a apporté les réponses ci-après aux questions supplémentaires posées par les Membres.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.....	1
1. Économie.....	1
b) Situation économique actuelle	1
2. Politiques économiques.....	2
a) Grandes orientations	2
c) Régime des changes et système de paiements	2
d) Politiques en matière d'investissements étrangers et d'investissements locaux	3
e) Politiques en matière de concurrence	5
f) Privatisation	5
III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES	7
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES.....	9
1. Réglementation des importations	9
a) Règles d'immatriculation pour les importations.....	9
b) Caractéristiques du tarif douanier	11
c) Contingents tarifaires et exonérations de droits	12
d) Autres droits et taxes, commissions pour services	14
e) Restrictions quantitatives sur les importations, interdictions d'importer, contingentements et régimes de licences	15

f)	Procédures de licences d'importation	15
h)	Évaluation en douane	16
j)	Inspection avant expédition	21
k)	Application de taxes intérieures aux importations	22
l)	Règles d'origine	23
m)	Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime de sauvegarde	24
2.	Réglementation des exportations	24
3.	Politiques intérieures affectant le commerce extérieur de marchandises	25
b)	Réglementations et normes techniques, y compris les mesures prises à la frontière à l'égard des importations	25
c)	Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris les mesures concernant les importations	26
d)	Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)	27
e)	Pratiques en matière de commerce d'État	27
l)	Pratiques en matière de marché public	28
4.	Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles	29
V.	RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	32
VI.	RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES	37
VII.	BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC LES PAYS TIERS	38
<u>ANNEXES</u>		39

II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

1. Économie

b) Situation économique actuelle

Question 1

Dans sa réponse à la question 2, le Cambodge a dit que "les droits de douane représentaient 55 pour cent et 51 pour cent des recettes fiscales totales en 1998 et 1999. Pour ces deux mêmes années, les recettes douanières représentaient 41 pour cent et 36 pour cent, respectivement, des recettes budgétaires totales". La part de 51 pour cent des "recettes fiscales totales" en 1999 imputée aux "droits de douane" comprend-elle la TVA, les taxes indirectes, la taxe sur le chiffre d'affaires, etc.?

Réponse:

Veillez vous reporter à la réponse à la question 2.

Question 2

Quelle est la part des recettes douanières totales imputable aux droits de douane, aux taxes sur le chiffre d'affaires et sur la valeur ajoutée et aux taxes indirectes, également appliquées aux produits nationaux?

Réponse:

La structure des recettes budgétaires a évolué au cours des dernières années à mesure que la réforme fiscale progressait. Les dernières informations sur le rôle des importations dans la création de recettes budgétaires concernent l'année 2000 et figurent dans le tableau immédiatement ci-dessous.

Année 2000

(en millions de riels)

Recettes publiques totales	Dont recettes fiscales totales		Dont recettes totales prélevées à la frontière sur les importations		Dont droits de douane		Dont droits d'accise		Dont TVA	
1	2		3		4		5		6	
	Montant	% (2:1)	Montant	% (3:2)	Montant	% (4:3)	Montant	% (5:3)	Montant	% (6:3)
1 448 523	1 059 708	73,15	779 301	73,53	372 822	47,84	93 684	12,02	312 795	40,14

Au Cambodge, la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe sur les ventes ne sont pas prélevées à la frontière.

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations

Question 3

Nous invitons le Cambodge à prendre l'engagement, comme cela a été fait dans d'autres protocoles d'accession, de faire en sorte que le contrôle des prix soit conforme aux dispositions de l'article III:9.

Réponse:

Seuls les services de distribution d'électricité et d'eau, qui ne sont pas des articles importés, sont actuellement soumis à des contrôles des prix internes. Le Cambodge, comme tout Membre de l'OMC, devra respecter les dispositions de l'article III: 9 du GATT de 1994.

c) Régime des changes et système de paiements

Question 4

En ce qui concerne la réponse à la question 5, il est donc exact de dire que toutes les opérations en devises sont autorisées, étant bien entendu qu'elles doivent être effectuées par des intermédiaires agréés. Dans le même article, les intermédiaires agréés sont définis comme étant uniquement "les banques établies de manière permanente au Royaume du Cambodge". Compte tenu de la réponse du Cambodge, pouvons-nous conclure que, en vertu de la Loi de 1997 sur le régime de change, les succursales de banques étrangères établies au Cambodge ne pourraient pas devenir des "intermédiaires agréés" pour les opérations en devises, ou bien sont-elles considérées comme des établissements permanents?

Réponse:

Conformément à la législation concernant les banques, une institution bancaire et financière peut être constituée en société au Cambodge ou être une succursale d'une banque étrangère. Les succursales de banques étrangères sont donc également couvertes par les dispositions de l'article 5 de la Loi de 1997 sur le régime des changes et sont considérées comme des établissements permanents.

Question 5

En ce qui concerne la réponse à la question 6, le Cambodge est-il devenu membre du FMI au titre de l'article 8?

Réponse:

Étant donné que les pratiques et les dispositions des lois et règlements existants concernant le secteur bancaire sont conformes aux dispositions de l'article 8 des statuts du FMI, rien ne s'oppose à l'accession du Cambodge au titre de cet article. Le représentant résident du FMI au Cambodge a confirmé que les formalités d'accession devraient être achevées d'ici la fin de 2001.

Question 6

Le Cambodge exige-t-il que les recettes en devises perçues à l'importation et à l'exportation soient converties en monnaie locale?

Réponse:

Il n'y a pas d'obligation de convertir en monnaie locale les recettes en devises provenant d'activités d'importation et d'exportation.

d) Politiques en matière d'investissements étrangers et d'investissements locaux

Question 7

D'après la réponse à la question 10, le Cambodge subordonne l'octroi de subventions aux résultats à l'exportation. Dans la mesure où les avantages conférés sont, en droit ou en fait, subordonnés aux résultats à l'exportation ou au remplacement des produits importés, il s'agit de subventions prohibées en vertu de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Veuillez décrire en détail toutes les subventions prévues dans la Loi sur l'investissement du 4 août 1994, dans le décret n° 88 ANKR.BK portant application de la Loi sur l'investissement du 29 décembre 1997 et dans le décret modifiant le décret d'application de la Loi du Royaume du Cambodge sur l'investissement, en date du 11 juin 1999, ainsi que dans d'autres textes.

Réponse:

Les projets qui remplissent les conditions voulues et sont approuvés par le Conseil de développement du Cambodge bénéficient des incitations précisées à l'article 14 de la Loi sur les investissements:

1. Un impôt sur les sociétés de 9 pour cent, sauf sur la prospection et l'exploitation des ressources naturelles, du bois, du pétrole, des mines, de l'or et des pierres précieuses, qui sont visées par d'autres lois.
2. Une exonération d'impôt sur les sociétés pouvant aller jusqu'à huit ans en fonction des caractéristiques des projets. (Voir la grille figurant en appendice au Décret n° 88). L'exonération d'impôt sur les sociétés prend effet l'année où le projet génère les premiers bénéfices. Un report des pertes sur les cinq exercices postérieurs est autorisé. Dans le cas où ils sont réinvestis dans le pays, les bénéfices sont exonérés de tout impôt sur les sociétés.
3. Non-imposition sur la distribution de dividendes, de bénéfices ou de produits d'investissement, qu'ils soient destinés à être transférés à l'étranger ou distribués dans le pays.

Aucune des incitations ci-dessus n'est liée aux résultats à l'exportation.

4. Une exonération de droits d'entrée de 100 pour cent sur les matériaux de construction, les moyens de production, le matériel, les biens intermédiaires, les matières premières et les pièces détachées utilisés par:
5. Un projet orienté vers l'exportation, avec au moins 80 pour cent de la production exportés.
6. Des projets situés dans une zone franche industrielle spéciale figurant sur une liste de développement prioritaire publiée par le Conseil.
7. L'industrie du tourisme.

8. Les industries à forte intensité de main d'œuvre, les industries de transformation et les agro-industries.
9. Les infrastructures matérielles et le secteur de l'énergie.

Il est à noter que la Loi sur les investissements ne prévoit aucune réduction ni aucune exonération d'impôts directs liée aux résultats à l'exportation. Il n'y a donc pas de subventions à l'exportation telles qu'elles sont définies aux paragraphes e) et f) de l'annexe I de l'Accord sur les subventions. Pour ce qui est des impôts indirects, l'exonération de droits d'entrée prévue par la Loi sur les investissements à l'intention des sociétés exportatrices est tout à fait analogue à l'exonération mentionnée à l'article 1 (note 1) de l'Accord sur les subventions et au paragraphe h) de l'annexe I de cet accord. Il est vrai que l'exonération de droits d'importation mentionnée au paragraphe h) de l'annexe I serait plutôt accordée, en principe, par l'intermédiaire d'un mécanisme de ristourne de droits. Dans les conditions du Cambodge actuel, un tel mécanisme ne produirait pas des résultats très différents de ceux qui découlent des arrangements présents. Ces arrangements n'ont donc pas d'effet de distorsion des échanges.

En tant qu'un des pays les moins avancés, le Cambodge ne dispose pas des ressources administratives nécessaires pour gérer convenablement un mécanisme de ristourne de droits. En outre, nous croyons comprendre que conformément aux dispositions de l'article 27.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les PMA et les autres pays en développement mentionnés à l'annexe VII sont dispensés d'appliquer le paragraphe 1 a) de l'article 3 (prohibition des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation).

Question 8

Dans le document WT/ACC/KHM/3, le Cambodge indique qu'il envisage de modifier les incitations à l'investissement, en autorisant les investisseurs déjà établis à conserver pendant plusieurs années le bénéfice des incitations accordées initialement, après que des modifications ont été apportées. Veuillez indiquer comment et quand le Cambodge envisage de supprimer de son régime de commerce extérieur les subventions à l'exportation prohibées. Une demande de période de transition dans ce domaine doit s'accompagner d'un engagement détaillé concernant l'élimination des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC.

Réponse:

Veuillez vous reporter à la réponse à la question 7 ci-dessus. À notre sens, l'article 27.2 dispose que les PMA sont dispensés d'appliquer la disposition relative aux "subventions prohibées" figurant à l'alinéa 1 a) de l'article 3.

Question 9

Dans la réponse à la question 8, il est dit que les investissements dans certains secteurs ayant une incidence sur la sécurité nationale, la sécurité sociale ou les besoins économiques sont soumis à des restrictions (article 3, paragraphe 3.2 du Décret n° 88 portant application de la Loi sur l'investissement). Le Cambodge peut-il confirmer qu'un examen des besoins économiques n'est exigé que pour les investissements dans certains secteurs et peut-il indiquer les secteurs concernés?

Réponse:

Il n'y a pas d'examen des besoins économiques. Certains secteurs sont fermés à la fois aux investisseurs nationaux et étrangers ou sont soumis à des restrictions concernant les activités. Ces secteurs sont précisés à l'annexe I.

e) Politiques en matière de concurrence

Question 10

En ce qui concerne la réponse à la question 15, des mesures contre la concurrence déloyale sont-elles prises uniquement dans le domaine des activités publicitaires?

Réponse:

Le Cambodge élabore actuellement sa législation en matière de concurrence, qui couvrira non seulement les activités publicitaires mais aussi d'autres domaines d'activité économique.

Par exemple, des actes de concurrence déloyale sont mentionnés dans le projet de loi sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale (chapitre 7, articles 22 et 23):

- a) Tous les actes de nature à créer une confusion par quelque moyen que ce soit avec l'établissement, les marchandises, les activités industrielles et commerciales ou les prestations de service d'un concurrent.
- b) Les affirmations mensongères formulées au cours d'opérations commerciales et étant de nature à discréditer l'établissement, les marchandises, les activités industrielles ou commerciales ou les prestations de service d'un concurrent.
- c) Les indications ou affirmations dont l'utilisation au cours d'opérations commerciales est susceptible de tromper le public quant à la nature des marchandises, leur procédé de fabrication, leurs caractéristiques, leur utilité ou leur quantité.

f) Privatisation

Question 11

Il est encourageant de voir que l'objectif du Cambodge est la privatisation à long terme des entreprises publiques. Dans l'annexe II du document WT/ACC/KHM/3, le Cambodge récapitule les secteurs dans lesquels il existe des entreprises publiques. Veuillez donner le nom de ces entreprises et indiquer les biens et services qu'elles produisent ainsi que le rôle qu'elles jouent dans leur distribution. Par exemple, dans l'annexe II, le Cambodge indique qu'il a quatre entreprises de travaux publics et de transport. Veuillez donner des précisions.

Réponse:

Veuillez vous reporter à l'annexe II.

Question 12

Veuillez indiquer les entreprises qui devraient rester dans le secteur public une fois que la privatisation sera achevée.

Réponse:

Entreprises à conserver dans le secteur public lorsque la privatisation sera achevée:

N°	Ministère	Entreprises à conserver dans le secteur public
1.	Ministère du commerce	Green Trade Company
2.	Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie	Électricité du Cambodge (EDC)
3.	Bureau du Conseil des ministres	Imprimerie du Bureau du Conseil des ministres
4.	Ministère de l'économie et des finances	Banque de développement rural
5.	Ministère des travaux publics et des transports	Port de Sihanouk Ville, Port de Phnom Penh, Kampuchea Shipping Agency and Broker (KAMSAB), Laboratory of Construction, Royal Railway Station, Neak Loeung Ferry, Tonle Bet Ferry et Prek Kdam Ferry.
6.	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	Compagnie des intrants agricoles. Des discussions sont en cours afin de savoir si les sept entreprises d'État de fabrication de caoutchouc doivent être conservées dans le secteur public lorsque la privatisation sera achevée.

Question 13

Dans le document WT/ACC/KHM/2, le Cambodge présente un tableau qui décrit en détail son programme de privatisation par ministère ou autre entité gouvernementale. Veuillez confirmer que les données contenues dans ce tableau concernent toutes les entreprises qui étaient ou sont des entreprises publiques, que celles-ci soient destinées ou non à être privatisées.

Réponse:

Oui, le tableau est exhaustif.

Question 14

Dans sa réponse la question 21 (page 9 du document WT/ACC/KHM/3), le Cambodge indique qu'il est en train de calculer la valeur des importations et des exportations des entreprises publiques et leur part du PIB. Nous apprécions l'effort qu'il fait pour fournir ces renseignements. Quand les données sur les entreprises publiques seront-elles communiquées au Groupe de travail?

Réponse:

Les chiffres d'affaires de certaines entreprises d'État sont précisés dans le tableau 5 de l'annexe II.

III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

Question 15

Nous notons que le Cambodge a soumis sa législation actuelle au Secrétariat. Nous examinerons celle-ci en détail. Nous notons aussi que de nouvelles lois ou des lois révisées sont en préparation dans plusieurs domaines concernant directement la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Le Cambodge a indiqué le titre de ces lois, mais nous voudrions connaître plus précisément la portée et le calendrier d'application de ces projets de lois. Il serait bon en outre que le Cambodge présente les projets de loi dès que possible. Nous voudrions savoir aussi ce qu'il envisage de faire pour assurer l'application plus efficace de sa législation.

Réponse:

Un plan d'action concernant la législation est actuellement soumis au Groupe de travail. Le Cambodge a mis le texte de certains projets de lois à la disposition des membres intéressés du Groupe de travail (voir la réponse à la question 20). Le Cambodge entreprend actuellement une réforme juridique et judiciaire dont un des objectifs est d'assurer la mise en œuvre effective de la législation.

Question 16

Le Cambodge a-t-il un plan d'action pour modifier les lois qui ont un rapport avec les dispositions de l'OMC afin de combler les lacunes déjà identifiées? S'il n'en a pas, nous lui suggérons d'en établir un. Nous l'aiderons volontiers à le faire en cas de besoin.

Réponse:

Voir la réponse à la question 15. Afin d'assurer la prompte exécution du plan d'action concernant la législation, une assistance technique sera demandée aux pays Membres de l'OMC.

Actuellement, certaines lois sont déjà en conformité avec les règles de l'OMC, par exemple la législation régissant le secteur bancaire a été établie en collaboration avec le FMI et des experts des banques centrales de certains pays développés. Des réformes législatives ont été entreprises dans d'autres secteurs tels que l'investissement et l'agriculture, afin de mettre ces secteurs en conformité avec les règles de l'OMC. La modification de la Loi sur les investissements fait actuellement l'objet d'un débat qui vise à répondre à deux objectifs principaux: accroître les recettes publiques et maintenir la compétitivité du Cambodge. Une assistance technique est fournie par des organisations internationales telles que le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le SCIE et la Banque asiatique de développement (BAD). Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche a un plan d'action pour modifier ces lois et règlements existants afin de les mettre en conformité avec les Accords de l'OMC sur l'agriculture et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la communication "Législation: calendrier de mise en œuvre".

Question 17

Veuillez indiquer l'état d'avancement du projet d'assistance pour l'élaboration de la Loi sur le Code civil et la procédure civile (1999-2001). Cette loi répondra-t-elle aux prescriptions de l'article X et des Accords de l'OMC concernant la garantie d'une procédure régulière? Comment et dans quels délais le Cambodge envisage-t-il d'instaurer un droit de recours

clairement défini permettant de faire appel des décisions administratives devant un tribunal indépendant?

Réponse:

Il existe actuellement un projet d'assistance technique de la part du Japon pour la rédaction du Code civil et du Code de procédure civile. Les parties principales du projet de Code civil seront rédigées d'ici mars 2002 et la rédaction de l'ensemble du texte sera achevée d'ici mars 2003. La version préliminaire du Code de procédure civile sera mise au point en mars 2002.

Le Code de procédure civile sera conforme aux dispositions relatives à la garantie d'une procédure régulière de l'article X du GATT (les dispositions correspondantes figurent aux articles 2, 3 et 4 du Code). Les dispositions générales du Code de procédure civile prévoient le droit d'accès aux tribunaux. Les tribunaux s'efforceront de veiller à ce que les procès civils soient jugés équitablement et efficacement. Dans les affaires civiles et criminelles, les parties concernées ont deux mois pour faire appel des jugements rendus par les tribunaux actuellement. En ce qui concerne le projet de code de procédure civile, la période d'appel est d'un mois (article 264 du code provisoire de procédure civile). La partie à l'encontre de laquelle un jugement par défaut a été rendu a la possibilité de se pourvoir en cassation. Le délai légal de pourvoi en cassation est actuellement de 15 jours à compter de la prononciation du jugement. En ce qui concerne le nouveau projet de code de procédure civile, le délai de pourvoi en cassation est de deux semaines (article 204).

À l'heure actuelle, il y a trois recours possibles pour les négociants et les investisseurs qui souhaitent demander le réexamen ou faire appel des décisions administratives prises par les pouvoirs publics:

- Recours auprès du fonctionnaire habilité à prendre la décision de revoir la décision.
- Recours auprès des autorités administratives supérieures.
- Recours auprès d'un tribunal indépendant, en particulier de la Chambre administrative de la Cour d'appel. Conformément au chapitre III du projet de loi sur l'organisation judiciaire (articles 20 et 24), la Chambre administrative de la Cour d'appel est compétente en matière administrative et fait office de tribunal de première instance. Il peut être fait appel de ses décisions devant la Cour suprême, qui fait office de tribunal de deuxième instance.

Question 18

Bien qu'il soit possible de faire appel des décisions administratives devant les tribunaux, il ne semble pas exister de procédure de recours du genre de celle qui est prévue à l'article X:3 du GATT. Quelles sont les intentions du Cambodge à cet égard?

Réponse:

Veuillez vous reporter à la réponse à la question 17.

Question 19

Nous prenons note avec intérêt de la liste des textes de lois présentée dans la réponse à la question 37. Toutefois, cette liste ne répond pas exactement à la demande de renseignements. Le Cambodge devrait communiquer au Groupe de travail des renseignements sur les

dispositions de ces lois qui traitent des questions intéressant l'OMC et lui indiquer à quel moment les lois seront promulguées.

Réponse:

Veillez vous reporter aux réponses aux questions 15 et 16.

Question 20

Nous souhaiterions recevoir, pour examen, une copie des projets de lois ci-après ainsi que de tout autre texte traitant des mesures prises par le Cambodge pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC:

- projet de loi sur les contrats commerciaux;
- projet de loi sur les organisations commerciales;
- projet de loi sur l'arbitrage commercial;
- projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce
- projet de loi sur l'établissement d'un tribunal de commerce;
- projet de loi sur l'assurance
- projet de loi sur la zone franche pour l'exportation;
- projet de loi sur les brevets et les dessins et modèles industriels;
- projet de loi sur le Code des douanes;
- projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes;
- projet de loi sur l'Institut national de normalisation.

Réponse:

Le projet de loi sur l'assurance a été adopté le 25 juillet 2000. Le texte de la loi et de son décret d'application sera soumis au Groupe de travail.

Certains des projets mentionnés dans la question ont été mis à la disposition du Secrétariat et portés à l'attention des membres du Groupe de travail dans le document ACC/KHM/5 (17 octobre 2001).

Le texte du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce et du décret sur les normes industrielles est actuellement communiqué au Secrétariat.

Le texte des autres projets mentionnés ci-dessus sera communiqué dès que possible.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Règles d'immatriculation pour les importations

Question 21

Le droit d'importer et d'exporter des marchandises est un élément fondamental de l'OMC. Ce droit doit être accordé sans restriction aux personnes physiques et morales, nationales ou étrangères. Nous faisons une distinction entre le droit d'importer et d'exporter et le droit de distribution. Dans sa réponse à la question 49 (page 19 du document WT/ACC/KHM/3), où il mentionne le Prakas relatif aux activités commerciales signé le 25 janvier 2000, le Cambodge indique que certains obstacles empêchant les entreprises

étrangères d'effectuer des opérations d'importation et d'exportation ont été supprimés, à savoir, l'obligation de détenir 51 pour cent du capital de l'entreprise, et les entreprises cambodgiennes comme étrangères enregistrées auprès du Ministère du commerce ont le droit d'importer et d'exporter sauf du matériel militaire et des stupéfiants. Veuillez indiquer, le cas échéant, quelles restrictions limitent encore le droit des personnes physiques et morales d'effectuer des opérations d'importation et d'exportation.

Réponse:

Toutes les sociétés, étrangères et nationales, dûment enregistrées auprès du Ministère du commerce peuvent avoir des activités d'import-export.

Question 22

Le Cambodge pourrait-il décrire la procédure administrative qu'une entreprise doit suivre pour modifier son enregistrement afin de pouvoir importer ou exporter des marchandises et des services?

Réponse:

Conformément aux articles 17 et 18 de la Loi sur les règles commerciales et le registre du commerce, une société est autorisée à faire modifier son enregistrement en soumettant au Ministère du commerce une demande de modification de son acte constitutif et de ses statuts au Ministère du commerce. Des modifications peuvent être apportées de manière à associer des objectifs commerciaux aux activités d'importation et d'exportation. L'enregistrement modifié sera déposé au Service d'enregistrement du Ministère du commerce.

Question 23

Nous restons préoccupés par le fait que les mesures mentionnées dans l'annexe 7b, section IV:2 B), du document WT/ACC/KHM/2, où est décrite la procédure d'enregistrement des sociétés à responsabilité limitée auprès des autorités cambodgiennes compétentes et où sont énumérés les documents devant être présentés, tels que les photographies des directeurs et des actionnaires, sont inutilement contraignantes pour les grandes entreprises ayant de nombreux actionnaires, comme les entreprises étrangères, et ne semblent pas s'appliquer aux entreprises nationales. Nous voudrions que le Cambodge présente de façon plus détaillée les conditions d'enregistrement appliquées aux entreprises étrangères et aux entreprises nationales.

Réponse:

Il y a deux types de société à responsabilité limitée à savoir la société privée à responsabilité limitée et la société publique à responsabilité limitée. Pour la première, l'obligation de présenter des photographies s'applique à la fois aux membres du Conseil d'administration et aux actionnaires, le nombre de ces derniers étant limité à 30. Pour le deuxième type de société, l'obligation de présenter des photographies ne s'applique qu'aux membres du Conseil d'administration. Cette obligation a été instaurée pour des raisons de sécurité, en particulier pour prévenir la fraude. Nous sommes persuadés que le fait de remplir cette obligation ne constitue pas un obstacle pour les sociétés.

Question 24

En ce qui concerne la réponse à la question 47, pourquoi la redevance à acquitter pour obtenir l'autorisation de réaliser un projet d'investissement varie-t-elle en fonction du montant du projet? En quoi cela est-il conforme à l'article VIII du GATT? Est-il exact que

l'autorisation préalable d'un projet d'investissement est une condition nécessaire pour obtenir une licence d'importation?

Réponse:

Différents droits s'appliquent à différentes demandes d'agrément de projets d'investissement. La raison de cette distinction est que les dépenses administratives entraînées par des projets d'investissement courants, c'est-à-dire sans difficultés techniques, sont moins importantes que pour des projets de nature hautement technique et sources de préoccupations environnementales, qui nécessitent davantage de services administratifs et analytiques.

Nous croyons comprendre que l'article VIII du GATT de 1994 ne s'applique pas aux commissions pour services occasionnés par l'évaluation et l'approbation des demandes d'agrément de projets d'investissement. Cet article ne se rapporte qu'aux frais correspondant à des services liés à l'importation de marchandises.

La licence d'importation pour des activités commerciales n'est pas exigée avant l'agrément du projet d'investissement. Il n'y a pas de condition préalable à l'obtention d'une licence d'importation avant l'agrément du projet d'investissement.

b) Caractéristiques du tarif douanier

Question 25

Le Cambodge peut-il préciser à quelles lignes tarifaires s'applique actuellement le taux de droit de 35 pour cent?

Réponse:

Au 1^{er} juillet 2001, les lignes tarifaires cambodgiennes associées à des taux de droits de 35 pour cent couvrent principalement les marchandises de luxe et certains autres produits finis. Comme le montre le tableau ci-dessous, 1 832 lignes tarifaires sont incluses dans la fourchette des 35 pour cent. Les codes à 4 chiffres du SH qui contiennent les 1 832 lignes tarifaires sont indiqués à l'annexe III. La structure des taux de droits mis à jour est la suivante:

Taux de base	0%	7%	15%	35%	Total
Lignes tarifaires	297	2 758	1 936	1 832	6 823

Veillez également vous reporter à la réponse à la question 26.

Question 26

Le Cambodge affirme que son système de classification tarifaire est conforme à la nomenclature du SH de 1996 au niveau des positions à six chiffres. Veuillez présenter ce système sur support électronique, dès que possible, en indiquant les taux actuellement appliqués.

Réponse:

La version mise à jour du tarif douanier du Cambodge, au niveau des positions à huit chiffres, est actuellement soumise aux membres du Groupe de travail.

Question 27

Dans sa réponse à la question 54 (page 22 du document WT/ACC/KHM/3), le Cambodge présente dans un tableau les caractéristiques de sa nouvelle nomenclature douanière entrée en vigueur en 2000. Ce tableau couvre 6 822 lignes tarifaires, soit 99,7 pour cent du total. Il apparaît que plusieurs lignes tarifaires ne sont pas reprises dans le tableau. (Dans un tableau précédent, le Cambodge a indiqué que neuf lignes tarifaires n'avaient pas pu être réparties entre les taux de droits.) Le Cambodge pourrait-il expliquer pourquoi ces lignes tarifaires ont été omises, quels droits leur sont appliqués et quels produits elles visent?

Réponse:

La version mise à jour en 2001 du tarif douanier du Cambodge, qui est conforme au SH de 1996, ne contient que 6 823 lignes tarifaires. Il n'y a pas de ligne tarifaire manquante.

Question 28

Le Cambodge pourrait-il préciser ce que signifient les intitulés des colonnes du tableau de l'annexe III du document WT/ACC/KHM/3:

- CD- Est-ce l'abréviation de "Custom's Duty"?
- ST- Veuillez expliquer cette abréviation.
- VAT- S'agit-il de la taxe sur la valeur ajoutée?
- Exp- Est-ce l'abréviation d'exemption préférentielle?

Réponse:

- CD signifie Customs Duty (droits de douane)
- ST signifie Specific Tax (excise tax)-taxe spécifique (droit d'accise)
- VAT signifie Value Added Tax (taxe à la valeur ajoutée)
- Exp signifie EXPORT
- Imp signifie IMPORT
- ET signifie Export Tax (taxe d'exportation)

Question 29

Nous notons avec satisfaction que le Cambodge a adopté le Système harmonisé de 1996. Nous voudrions savoir quand il compte présenter une offre tarifaire pour que les négociations bilatérales puissent commencer.

Réponse:

Nous espérons pouvoir soumettre l'offre tarifaire dans un avenir proche.

c) Contingents tarifaires et exonérations de droits

Question 30

En réponse aux questions 55 et 57 (page 23 du document WT/ACC/KHM/23), le Cambodge déclare que le Premier Ministre peut suspendre l'application des droits d'importation en cas de crise politique ou économique ou pour des raisons d'intérêt national impérieuses. Il indique, à titre d'exemple, que les droits d'importation sur les automobiles ont

été suspendus pour les membres de l'Assemblée nationale. Veuillez indiquer toutes les circonstances dans lesquelles la suspension des droits de douane est couramment pratiquée.

Réponse:

Il y a exonération courante de droits d'importation dans les circonstances suivantes:

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 de la Loi cambodgienne sur les droits d'importation et d'exportation, adoptée par l'Assemblée nationale le 20 juillet 1989, les articles ci-après sont importés en franchise de droits:

1. Articles importés temporairement et destinés à être réexportés, articles exportés temporairement pour une exposition ou une foire commerciale ou à des fins publicitaires.
2. Marchandises en transit.
3. Biens appartenant à des ressortissants cambodgiens qui travaillent ou étudient à l'étranger et achetés par ceux-ci à leurs propres frais.
4. Présents ou dons importés ou exportés par des organisations, des associations ou des délégations officielles.
5. Marchandises produites par des frontaliers pour le commerce frontalier et dont la quantité sera déterminée par le Ministère des finances.

En vertu de la Loi de 1994 sur les investissements, les marchandises importées au titre de projets d'investissement approuvés par le Conseil de développement sont exonérées de droits de douane.

En outre, comme l'indiquent les réponses aux questions 55 et 57 dans le document KHM/3, le Premier Ministre peut ordonner des exemptions spéciales pour des raisons impérieuses d'intérêt national. Aucune exemption de ce type n'est appliquée actuellement.

Question 31

Le matériel, les pièces et les fournitures techniques nécessaires aux aéroports pour les services aériens sont-ils exemptés de droits de douane? Quel est le taux de droit actuellement appliqué aux importations d'aéronefs et de pièces d'aéronefs?

Réponse:

Il n'y a pas d'exonération de ce type. Le taux de droits *ad valorem* appliqué actuellement aux aéronefs et aux pièces détachées d'aéronefs est de 15 pour cent.

Question 32

Quelle est approximativement la proportion des importations admises en franchise grâce à des exemptions de droits ou en vertu du traitement accordé aux importations en provenance de l'ANASE?

Réponse:

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'importations en provenance des pays de l'ANASE à des taux de droits préférentiels. Voir le tableau ci-dessous pour des informations sur les pertes de recettes dues à des exonérations de droits d'importation.

Données relatives aux pertes de recettes dues à des
exonérations de droits de douane

(en millions de riels)

N°	Exercice budgétaire	ONG	Diplomates	Investisseurs dans l'habillement	Autres investisseurs	Exportations	Aide financière étrangère en nature	Importation pour la réexportation	Objets et effets personnels	Total
1	1998	-	-	-	-	-	-	-	-	395 691
2	1999	19 077	6 932	485 585	10 341	1 230	41 847	56 682	27 526	649 220
3	2000	18 865	12 310	635 375	18 409	730	34 343	65 597	24 619	810 248

Source: Rapport de la Direction des douanes et droits d'accise pour l'année 2000.

Question 33

Le Cambodge envisage-t-il d'appliquer des contingents tarifaires lors de son accession à l'OMC? Dans l'affirmative, pour quelles lignes tarifaires?

Réponse:

La mesure dans laquelle l'introduction de contingents tarifaires portant sur les importations agricoles pourrait être nécessaire apparaîtra clairement pendant les négociations sur l'accès aux marchés.

d) Autres droits et taxes, commissions pour services**Question 34**

Dans sa réponse à la question 76 (page 30 du document WT/ACC/KHM/3), le Cambodge indique que la redevance douanière de 15 000 riels (soit environ 4 dollars EU) perçue pour chaque déclaration d'exportation ou d'importation couvre le coût de l'impression des formulaires et le temps passé par les douaniers. Pourrait-il confirmer que cette imposition est perçue pour toutes les marchandises importées de toutes provenances, en indiquant, par exemple, si les importations en provenance de partenaires commerciaux préférentiels en sont exemptées?

Réponse:

La redevance de 15 000 riels prélevée pour chaque déclaration d'exportation ou d'importation pour couvrir les frais d'impression s'applique aux importations de toutes marchandises de toutes provenances.

Question 35

Quel est approximativement le nombre de déclarations traitées chaque mois et le nombre de douaniers chargés directement du traitement des déclarations?

Réponse:

Environ 6 000 déclarations sont traitées chaque mois par environ 100 agents des douanes.

- e) **Restrictions quantitatives sur les importations, interdictions d'importer, contingentements et régimes de licences**

Question 36

Dans sa réponse à la question 61 (page 25 du document WT/ACC/KHM/3), le Cambodge indique qu'il est en train d'établir une liste exhaustive des prohibitions à l'importation (visant, par exemple, les stupéfiants et les poisons). Quand cette liste sera-t-elle communiquée au Groupe de travail?

Réponse:

La liste sera soumise dans un avenir proche.

- f) **Procédures de licences d'importation**

Question 37

En ce qui concerne la réponse à la question 62, veuillez indiquer les délais de délivrance des licences d'importation.

Réponse:

Pour ce qui est des produits pharmaceutiques et des vitamines, le temps nécessaire pour obtenir une licence pour la première cargaison d'un produit est de trois semaines, en raison du temps demandé par l'analyse en laboratoire. Pour les cargaisons suivantes du même produit, l'analyse en laboratoire n'est pas nécessaire et les licences sont accordées en une semaine.

Question 38

Le régime de licences d'importation du Cambodge n'est pas d'application générale et le Cambodge prétend qu'il est conforme aux règles de l'OMC. Le Cambodge devra néanmoins remplir le questionnaire sur les procédures de licences d'importation pour qu'il soit examiné par le Groupe de travail.

Réponse:

Le questionnaire a été rempli une fois mais sa mise à jour est en cours.

Question 39

Le Cambodge indique dans cette section du document WT/ACC/KHM/3 qu'il n'exige pas de licences d'importation pour la plupart des marchandises entrant dans le pays. Une licence est cependant exigée pour certaines marchandises. En réponse aux questions 59 et 60, le Cambodge déclare que son régime de licences est conforme à l'Accord du Cycle d'Uruguay sur

les procédures de licences d'importation sans préciser en quoi ou pourquoi. Le Cambodge devrait répondre plus précisément à ces questions en donnant des renseignements supplémentaires sur tout régime de licences ou d'autorisation préalable à l'importation.

Réponse:

Veillez vous reporter à la réponse à la question 38.

Question 40

Dans l'annexe 3 du document WT/ACC/KHM/2, le Cambodge donne la liste des produits soumis à licences. Cette liste comprend les produits pharmaceutiques, les vitamines, les aéronefs et les pièces d'aéronefs, les navires et les hormones. Les licences pour ces produits sont-elles accordées automatiquement? Veuillez indiquer les conditions à remplir et leur raison d'être.

Réponse:

Des autorisations d'importer sont accordées aux importateurs de produits pharmaceutiques, de vitamines et d'hormones. Toutefois, ces produits doivent d'abord être enregistrés au Ministère de la santé avant que soit faite la demande d'autorisation d'importer.

Compte tenu de la situation actuelle au Cambodge, il y a de nombreux problèmes concernant des activités illicites, en particulier la contrefaçon de produits pharmaceutiques et le trafic de stupéfiants. Par conséquent, l'autorisation d'importer vise aussi à combattre ce genre d'activités.

Il y a un système d'octroi non automatique de licences pour les importations d'aéronefs et de pièces détachées, de navires et de bateaux à des fins militaires.

Question 41

En général, dans quels délais les autorités cambodgiennes délivrent-elles les licences d'importation? Les renseignements sur les conditions d'obtention des licences d'importation pour ces produits sont-ils publiés dans un journal officiel?

Réponse:

L'information sur les procédures d'obtention d'une autorisation d'importer les marchandises ci-dessus est publiée au Journal officiel du Ministère de la santé. Veuillez vous reporter en outre à la réponse à la question 37.

Voir la réponse à la question 37.

h) Évaluation en douane

Question 42

Bien que les procédures douanières aient été quelque peu améliorées récemment, l'administration des douanes et l'application des mesures douanières restent très préoccupantes car il subsiste des obstacles importants au commerce dus, entre autres, aux doubles emplois entre les bureaux de douane, à la pesanteur des formalités douanières, aux retards dans le traitement des documents, aux surévaluations ou au manque de cohérence des évaluations. Nous notons que, dans ses réponses, le Cambodge fait état d'une réforme de l'administration des

douanes. Il serait bon qu'il fournisse des renseignements détaillés sur les mesures qu'il prend pour assurer l'administration et l'application efficaces, transparentes et équitables de sa législation commerciale.

Réponse:

L'Administration cambodgienne des douanes est en cours de réforme, avec l'assistance technique du FMI et d'autres donateurs. Le Plan de réforme des douanes est joint en tant qu'annexe IV. Dans ce contexte, le Cambodge demandera une période de transition pour mettre son Administration des douanes et ses règles d'évaluation en conformité avec les disciplines de l'OMC.

Question 43

Dans l'annexe 4 du document WT/ACC/KHM/2, il est dit que le Cambodge n'a pas adopté la plupart des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. En fait, plusieurs procédures d'évaluation qu'il applique actuellement sont contraires aux dispositions de l'Accord, notamment l'application de prix de référence minimaux aux importations d'essence et de gazole, d'automobiles, de motocyclettes, de cigarettes et de lingots d'or. Veuillez donner la liste de ces produits avec leur numéro du SH. Le Cambodge devrait commencer immédiatement à remplacer ces mesures par un régime plus conforme aux règles de l'OMC.

Réponse:

<u>HS pour</u>	Essence	27100021 à 27100027	27100031	
	Gasol	27010071	27100072	27100073 27100079
	Véhicules à moteur	8701 à 8705		
	Motocyclettes	87111000	87112010	87112020 87113000 à 87115000
	Cigarettes	24021000	24022010	24022090 24029010 24029020
	Lingots d'or	71081100	71081200	71081300 71082000

Pour les mesures, veuillez vous référer à la réponse à la question 42.

Question 44

Dans le document WT/ACC/KHM/3, le Cambodge indique qu'il est en train d'élaborer un projet de code douanier tenant compte de son obligation de mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Il fait état, en outre, d'une réforme de l'administration des douanes. Veuillez fournir des copies de ces documents. Nous aurons besoin de les examiner pour poursuivre les discussions sur cet aspect de l'accession du Cambodge.

Réponse:

Veuillez vous reporter aux réponses aux questions 20 et 42.

Question 45

Le Cambodge a déclaré qu'il présentera son Code douanier au Groupe de travail, pour examen, une fois qu'il aura été adopté. Nous pensons qu'il sera alors trop tard pour que le Groupe de travail puisse formuler des observations susceptibles d'aider le Cambodge à établir un régime conforme aux règles de l'OMC. Nous demandons donc instamment au Cambodge de reconsidérer sa décision.

Réponse:

Veillez vous reporter à la réponse à la question 20.

Question 46

Dans le document WT/ACC/KHM/3, il est dit que l'application du Code douanier "exigera une formation très poussée des fonctionnaires des douanes et des milieux commerçants" et qu'une période de transition et une assistance technique seront nécessaires. Pour évaluer la demande du Cambodge, nous devons examiner sa législation d'application et nous devons disposer de renseignements plus précis sur les dispositions de l'Accord que le Cambodge ne peut pas appliquer. Nous devons aussi avoir une idée des délais dans lesquels il envisage de mettre en œuvre intégralement l'Accord et de faire respecter ses dispositions.

Réponse:

Voir la réponse à la question 42.

Les règlements nécessaires pour appliquer le projet de code douanier seront soumis en temps utile. Le Cambodge recensera les aspects difficiles de l'Accord (évaluation) afin de demander une assistance technique.

Conformément à l'article 20 de l'Accord sur l'évaluation en douane, le Cambodge demandera en outre une période de transition.

Question 47

Nous voudrions aussi savoir si le Cambodge est prêt à exiger que sa société d'inspection avant expédition applique les dispositions de l'Accord de l'OMC dans ses opérations d'évaluation après son accession à l'OMC, ou s'il demande aussi pour cela une période de transition en tant que PMA?

Réponse:

Le nouveau contrat conclu entre le Cambodge et la société d'inspection avant expédition fait expressément obligation à celle-ci de remplir ses fonctions en pleine conformité avec l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition.

Question 48

Pour aider le Cambodge à déterminer les principaux domaines dans lesquels des lois ou des institutions supplémentaires peuvent être nécessaires, nous présentons à titre indicatif les observations et les questions suivantes:

En ce qui concerne la hiérarchie des méthodes d'évaluation, la valeur transactionnelle, telle qu'elle est définie à l'article premier, est la base première de l'évaluation, suivie par la valeur transactionnelle de marchandises identiques, la valeur transactionnelle de marchandises similaires, la valeur déduite, la valeur calculée et, enfin, la valeur déterminée selon la méthode de dernier recours. Nous suggérons que, dans sa législation d'application des Accords de l'OMC, le Cambodge reprenne les dispositions de ces articles.

Réponse:

Le projet de code douanier tiend pleinement compte de la hiérarchie de l'évaluation.

Question 49

Nous notons que, dans la plupart des pays, la grande majorité des déclarations en douane sont traitées sur la base de la valeur indiquée sur la facture. Est-ce le cas au Cambodge? Le Cambodge pense-t-il que la détermination de la valeur en douane sur cette base posera des problèmes particuliers?

Réponse:

Le Cambodge a recours à une société d'inspection avant expédition (voir la réponse à la question 47). Les douanes cambodgiennes s'attendent à rencontrer des difficultés dues, entre autres, à:

- une qualification insuffisante des fonctionnaires des douanes; et
- des pratiques de sous-évaluation ou de sous-facturation.

Question 50

Le Cambodge pourrait-il indiquer la méthode qu'il emploie actuellement pour traiter les déclarations en douane lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la valeur sur la base de la facture?

Réponse:

Veuillez vous reporter aux réponses aux questions 47 et 49. Pour l'évaluation en douane des marchandises importées d'une valeur inférieure au seuil IAE de 4 000 dollars EU, le Cambodge utilise des données sur les prix de référence fournies par la société d'inspection avant expédition.

Question 51

En ce qui concerne la base d'évaluation prohibée, conformément à l'article 7 de l'Accord, la valeur en douane ne peut pas être fondée 1) le prix de vente dans le pays d'importation, 2) un système prévoyant l'acceptation, à des fins douanières, de la plus élevée de deux valeurs possibles, 3) le prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation, 4) le coût de production, autre que les valeurs calculées qui auront été déterminées pour des marchandises identiques ou similaires, 5) le prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que le pays d'importation, 6) des valeurs en douane minimales, ou 7) des valeurs arbitraires ou fictives. La Loi actuelle du Cambodge mentionne-t-elle ces méthodes d'évaluation prohibées? Le Cambodge applique-t-il actuellement l'une de ces méthodes? Dans l'affirmative, quelles circonstances obligent à recourir à une telle méthode et est-il envisagé de réviser les procédures pour respecter les obligations imposées dans le cadre de l'OMC? Nous voudrions savoir comment, de l'avis du Cambodge, ces méthodes pourraient être remplacées par une méthode compatible avec les règles de l'OMC.

Réponse:

Le Cambodge a recours à une société d'inspection avant expédition. Veuillez vous reporter à la réponse à la question 50. À l'heure actuelle, le Cambodge emploie parfois les méthodes 2) et 6) énumérées à l'article 7. Cependant, le projet révisé de code douanier tiendra scrupuleusement compte

de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Le projet de code douanier sera disponible dans les plus brefs délais.

Question 52

En ce qui concerne la confidentialité et la transparence, le Cambodge déclare, dans l'annexe 4 du document WT/ACC/KHM/2, que sa législation ne prévoit pas de protection pour le traitement des renseignements confidentiels conformément à l'article 10 de l'Accord. Aucune période de transition ne devrait être nécessaire pour prévoir cette protection dans la législation cambodgienne.

Réponse:

Le projet de code douanier prévoira un traitement des renseignements confidentiels conforme aux règles de l'OMC.

Question 53

L'article 12 de l'Accord de l'OMC prévoit la publication des lois, règlements, décisions judiciaires et décisions administratives concernant l'évaluation des marchandises. Les articles 11:3 et 16 disposent que les importateurs ont le droit d'obtenir une explication écrite de la manière dont les décisions judiciaires et administratives concernant l'évaluation ont été prises. Dans l'annexe 4 du document WT/ACC/KHM/2, il est dit que les modifications apportées aux lois et règlements sont publiées dans la presse et ne sont communiquées qu'aux 30 à 50 importateurs les plus importants. La législation cambodgienne reprend-elle les prescriptions de l'Accord relatives à la transparence ou à la garantie d'une procédure régulière? La société d'IAE qui évalue les marchandises importées au Cambodge assure-t-elle une protection de ce genre? Dans la négative, nous estimons que le Cambodge devrait prévoir d'établir des mesures de protection eu égard aux décisions des douanes et devrait envisager d'appliquer de telles mesures dans d'autres domaines, comme l'application de taxes et de redevances aux importations et l'octroi de licences et d'autres autorisations préalables à l'importation. Nous ne pensons pas que l'adoption de ces mesures de protection nécessite une période de transition.

Réponse:

Le Cambodge prend note de l'obligation de transparence. Le Cambodge publie régulièrement dans le Journal officiel du gouvernement royal toutes les modifications de la législation et de la réglementation de manière transparente et non discriminatoire.

Aux termes du contrat d'IAE, un importateur peut faire appel de toute décision prise par la société d'IAE auprès d'un comité de travail créé à cet effet. Toutes les décisions du comité sont publiées par écrit. Le projet de code douanier tient pleinement compte des obligations de transparence et de respect de la légalité découlant de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Question 54

En ce qui concerne les marchandises sous douane, l'article 13 de l'Accord prévoit que, s'il est nécessaire de différer la détermination définitive de la valeur en douane, les importateurs ont le droit de retirer les marchandises à condition de fournir une garantie suffisante sous la forme d'une caution ou d'un dépôt couvrant l'acquittement ultérieur des droits de douane. La législation cambodgienne prévoit-elle actuellement l'entrée de marchandises sous douane dans ces circonstances? Dans la négative, nous suggérons que le Cambodge adopte ce système. S'il

l'a déjà fait, nous suggérons que cela soit expressément stipulé dans la loi et la réglementation douanières pour assurer la transparence.

Réponse:

La législation cambodgienne reconnaît aux importateurs le droit de retirer leurs marchandises à condition de fournir une garantie suffisante sous la forme d'une caution ou d'un dépôt couvrant l'acquittement final des droits de douane. Cette procédure est incluse dans le projet de code douanier.

Question 55

En ce qui concerne les notes interprétatives annexées à l'Accord, l'article 14 stipule qu'elles font partie intégrante de l'Accord. Les articles de l'Accord doivent être lus et appliqués conjointement avec les notes qui s'y rapportent. Par conséquent, pour appliquer intégralement l'Accord, le Cambodge devrait transposer les notes interprétatives dans sa législation.

Réponse:

Nous tiendrons compte des notes interprétatives attachées à l'Accord lors de la rédaction du décret et du prakas d'application.

j) Inspection avant expédition

Question 56

Nous comprenons que le Cambodge ait besoin de recourir à l'IAE mais, à en juger d'après les questions posées et les réponses données, il pourrait être nécessaire de modifier les dispositions en la matière dans certains domaines. Cette question sera suivie de près, mais nous notons avec satisfaction la déclaration du Cambodge (voir la réponse à la question 84) selon laquelle il entend assurer la compatibilité avec les règles de l'OMC.

Réponse:

Veuillez vous reporter à la réponse à la question 47.

Question 57

Le Cambodge indique que la redevance douanière pour l'IAE est de 0,80 pour cent. Cela est contraire à l'article VIII du GATT dans la mesure où la redevance n'est pas liée au coût approximatif des services rendus. Dans quel délai le Cambodge peut-il modifier le barème des redevances pour se conformer aux prescriptions de l'OMC?

Réponse:

À l'expiration de l'accord d'IAE, tout accord nouveau ou modifié spécifiera que la commission d'IAE doit être conforme à l'article VIII du GATT de 1994 et correspondre au service rendu et non pas être fonction de la valeur des marchandises inspectées.

Question 58

Veuillez répondre de façon précise et détaillée à la question 86. Le fonctionnement des sociétés d'IAE qui fournissent des services douaniers obligatoires à l'importation et à l'exportation doit être conforme aux prescriptions de l'OMC. Si ce n'est pas le cas, les Membres

ne bénéficient pas de la protection prévue pour leurs exportations dans le cadre de l'OMC. Le Cambodge devrait réviser son contrat d'IAE pour remédier à cette situation.

Réponse:

Veuillez vous reporter aux réponses aux questions 47 et 57.

Question 59

Le fait que la redevance d'IAE est ad valorem est contraire à l'article VIII du GATT. Comment le Cambodge envisage-t-il de mettre les redevances perçues pour les services d'IAE en conformité avec l'Accord de l'OMC? Le Cambodge demande une période de transition pour l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane; nous demandons qu'il prenne l'engagement que la période de transition ne s'appliquera pas à la société d'IAE.

Réponse:

Veuillez vous reporter aux réponses aux questions 47 et 57.

k) Application de taxes intérieures aux importations

Question 60

Le Cambodge confirme que, hormis les droits de douane, les taxes indirectes et la TVA, aucun autre droit ou imposition n'est perçu à l'importation. Toutefois, le tableau indiquant les taxes indirectes appliquées au Cambodge, qui figure à la page 36 du document WT/ACC/KHM/3, ne semble concerner que les pièces d'automobiles importées. Le Cambodge produit-il localement des automobiles ou des pièces?

Réponse:

- Les taxes indirectes frappent à la fois les marchandises importées et les marchandises d'origine nationale.
- À l'heure actuelle, le Cambodge ne produit ni automobiles ni pièces détachées.

Question 61

Veuillez répondre de façon précise et détaillée à la question 89.

Réponse:

Le régime de TVA et les exemptions sont décrits en détail dans la loi d'imposition de 1997, qui a été soumise précédemment au Groupe de travail.

Question 62

Nous croyons savoir que l'Assemblée nationale a institué, à la fin de 1998, une taxe de 3 pour cent frappant uniquement les alcools et tabacs importés. Cette taxe devait prendre effet en septembre 1999. Est-elle toujours en vigueur? Veuillez indiquer les dispositions législatives autorisant à appliquer cette taxe.

Réponse:

La taxe de 3 pour cent appliquée aux alcools et tabacs importés, qui est toujours en vigueur, n'est pas conforme à l'article III du GATT. Des mesures sont prises actuellement pour appliquer également cette taxe aux marchandises similaires d'origine nationale, ce qui devrait être le cas à partir du 1^{er} janvier 2002.

Question 63

En ce qui concerne les taxes sur les produits agricoles, le Cambodge perçoit-il la TVA sur les produits agricoles bruts d'origine nationale? Sur les produits similaires importés?

Réponse:

Les produits agricoles bruts d'origine nationale ne sont pas soumis à la TVA. Par ailleurs, certains produits agricoles bruts importés sont également exonérés de TVA. Voir l'annexe V.

Question 64

Nous notons avec satisfaction l'adoption et l'élargissement du système de taxe sur la valeur ajoutée qui remplace la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe de consommation. Nous notons aussi que le Cambodge affirme que la TVA est appliquée conformément à l'obligation d'accorder le traitement national énoncée à l'article III du GATT. Nous croyons savoir cependant que, dans la pratique, de nombreuses entreprises, en particulier les entreprises locales, ne payent toujours pas la TVA et/ou d'autres taxes. Comment le Cambodge envisage-t-il de mettre le système de TVA en conformité avec les dispositions des Accords de l'OMC relatives au traitement national?

Réponse:

Le système de TVA s'applique à toutes les sociétés, quelles soient étrangères ou locales, à condition qu'elles relèvent du régime réel (c'est-à-dire qu'elles soient imposées sur la base des résultats comptables.) La TVA a été introduite en 1999 pour environ 1 000 grandes entreprises à Phnom Penh. Après l'extension de la TVA à cinq autres provinces, le nombre des grandes entreprises soumises à cette taxe a augmenté considérablement, passant d'environ 1 000 en 1999 à approximativement 2 900 en 2001. Les petits contribuables qui sont des personnes physiques ayant un chiffre d'affaires inférieur à 500 millions de riels pour la fourniture de marchandises, à 250 millions de riels pour la fourniture d'autres services et à 125 millions de riels pour la fourniture de marchandises à l'État ne sont pas assujettis à la TVA. Ils sont en revanche redevables d'une taxe de 2 pour cent sur le chiffre d'affaires.

l) Règles d'origine

Question 65

Nous invitons le Cambodge à prendre l'engagement d'appliquer ses lois et règlements relatifs aux règles d'origine conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine lors de son accession. Nous lui demandons aussi de confirmer que ses lois seront modifiées pour reprendre les prescriptions de l'article 2 h) et du paragraphe 3 d) de l'annexe II, selon lesquelles, pour les règles d'origine non préférentielles et préférentielles, respectivement, l'administration des douanes fournira, à la demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute personne ayant des motifs valables, une appréciation de l'origine du produit importé et

indiquera les conditions dans lesquelles elle sera fournie, et toute demande d'appréciation sera acceptée avant même que les échanges des marchandises en question ne commencent.

Réponse:

Nous tiendrons compte des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine lorsque nous élaborerons la législation dans ce domaine.

m) Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime de sauvegarde

Question 66

Nous demandons que le Cambodge prenne dûment l'engagement, inscrit dans le rapport du Groupe de travail, de ne pas appliquer de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping ou de droits compensateurs sans notifier au préalable à l'OMC la législation régissant ces mesures conformément aux Accords de l'OMC.

Réponse:

Le Cambodge appliquera des mesures de sauvegarde, antidumping ou compensatoires conformes aux dispositions des Accords de l'OMC, y compris pour ce qui est des procédures, lorsqu'il deviendra membre de l'OMC.

2. Réglementation des exportations

Question 67

Le Cambodge applique des taxes et des restrictions à l'exportation de plusieurs produits. Les taxes à l'exportation sont actuellement autorisées par les règles de l'OMC. Toutefois, les restrictions à l'exportation ne peuvent être appliquées que dans des conditions bien définies et il n'est pas sûr que les mesures adoptées par le Cambodge remplissent ces conditions. Nous devons examiner ce point de plus près.

Réponse:

Le Cambodge est obligé d'imposer de temps en temps des restrictions à l'exportation concernant le riz, dans les circonstances autorisées par l'article XI.2 a) du GATT. Il impose une interdiction d'exporter portant sur les rondins et les sciages et exige des licences d'exportation pour les produits ligneux, comme l'autorise l'article XX g) du GATT.

Question 68

Les restrictions à l'exportation de riz et de bois appliquées au moyen de licences semblent contraires à l'article XI car elles sont imposées pour des raisons économiques et non pour des raisons de conservation. Des restrictions analogues sont-elles appliquées à la production intérieure? Comment le Cambodge envisage-t-il de remplacer ces mesures par des instruments compatibles avec les règles de l'OMC?

Réponse:

Veuillez vous référer à la réponse à la question 67. Le Cambodge n'applique des interdictions d'exporter concernant le bois qu'à des fins de conservation. Seuls les détenteurs d'une concession

valide et d'un permis délivré par le Ministère de l'agriculture sont autorisés à couper du bois. Ces mesures constituent une restriction frappant la production domestique.

Question 69

En ce qui concerne les droits d'exportation, le Cambodge applique-t-il des droits d'exportation à des produits autres que ceux qui sont énumérés dans le document WT/ACC/KHM/2, à savoir les fruits de mer, les animaux reproducteurs, le bois, le contreplaqué, le caoutchouc naturel, le charbon de bois, etc.? Quelle est la part de ces impositions dans les recettes publiques? Y a-t-il des exemptions, par exemple, dans le commerce avec les pays de l'ANASE?

Réponse:

Les taxes à l'exportation appliquées par le Cambodge sont précisées dans la colonne correspondante du tarif douanier, dont une version mise à jour est actuellement soumise au Groupe de travail.

La taxe à l'exportation perçue par le Département des douanes et accises est constituée comme suit:

1999	2,03 pour cent de recettes douanière et 1,03 pour cent de recettes fiscales
2000	2 pour cent de recettes fiscales.

Il n'y a pas d'exonération de taxe à l'exportation accordée spécialement aux pays de l'ANASE.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur de marchandises

b) Réglementations et normes techniques, y compris les mesures prises à la frontière à l'égard des importations

Question 70

Nous croyons savoir que le Cambodge peut avoir des difficultés pour adapter les normes nationales existantes aux normes internationales. Le Cambodge devrait cependant envisager sérieusement d'utiliser les normes internationales dans les domaines où il n'y a pas encore de normes nationales.

Réponse:

Veillez vous reporter au document ACC/8 soumis par le Cambodge. Le Cambodge envisagera d'appliquer les normes internationales dans les domaines où il n'existe pas de normes nationales.

À l'heure actuelle, le Cambodge se réfère à des normes internationales telles que ISO, Codex alimentarius, Britain Pharmacopoeia (BP), US Pharmacopoeia (USP), Japan Pharmacopoeia (JP), France Pharmacopoeia (Codex) et International Pharmacopoeia (IP).

Question 71

La réponse à la question 126 semble contradictoire. Le Cambodge accepte les certificats équivalents mais ceux-ci sont ensuite vérifiés et contrôlés. Veuillez préciser la procédure et son champ d'application.

Réponse:

Veillez vous reporter au document ACC/8 soumis par le Cambodge.

Le Cambodge accueille et accepte tout certificat équivalent délivré par les organismes de certification de pays tiers lorsque ces organismes de certification ou ces laboratoires de contrôle sont accrédités par un organisme d'accréditation reconnu sur le plan international ou régional et signataire d'un accord de reconnaissance mutuelle, à savoir l'IAF, l'ILAC, le PAC, et l'APLAC.

Un certificat équivalent attestant la qualité des substances médicamenteuses et délivré par un organisme de certification d'un pays tiers est accepté pour l'enregistrement et l'importation. Cependant, un contrôle en laboratoire est encore nécessaire pour le seul enregistrement. Il s'agit simplement de confirmer la conformité des échantillons avec le certificat. Aucun contrôle ni aucune vérification ne sont nécessaires pendant l'importation une fois que les produits sont enregistrés.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris les mesures concernant les importations

Question 72

Nous suggérons vivement au Cambodge de répondre aux questions relatives aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires, dont la liste figure dans le document WT/ACC/8. Cela peut servir à identifier les domaines dans lesquels sa législation actuelle ne tient peut-être pas compte des règles de l'OMC. Veuillez fournir séparément une documentation en suivant le plan donné dans le document WT/ACC/8 et en mentionnant expressément les bases législatives, administratives ou procédurales permettant de déterminer la conformité avec les dispositions des Accords OTC et SPS de l'OMC. Sans ces renseignements, nous ne pouvons pas évaluer la demande de période transitoire et d'assistance technique présentée par le Cambodge. Si les lois ou les procédures administratives pertinentes ne sont pas encore en place, veuillez indiquer quand le Cambodge envisage de les établir.

Réponse:

Veillez vous reporter au document ACC/8 soumis par le Cambodge.

Question 73

Veillez répondre directement à la question 133.

Réponse:

Veillez vous référer aux réponses aux questions 70, 71 et 72 et au document ACC/8 soumis par le Cambodge.

Question 74

Le Cambodge envisage de demander une période de transition de cinq ans pour mettre en œuvre l'Accord SPS. Nous notons qu'une assistance sera nécessaire. Nous espérons que le Cambodge pourra prendre progressivement des mesures afin d'appliquer dès que possible un régime compatible avec les règles de l'OMC. Il serait bon qu'il fournisse des renseignements plus détaillés sur ses projets de réforme dans ce domaine, y compris sur les questions de procédure et de transparence, dont celle de l'établissement d'un point d'information.

Réponse:

Veillez vous reporter au document ACC/8 soumis par le Cambodge.

Le Cambodge étudie votre recommandation de prendre des mesures progressives pour rendre notre régime SPS conforme aux règles de l'OMC dès que possible, y compris les procédures, la transparence et la création d'un point d'information.

Question 75

Le Cambodge a récemment imposé une interdiction temporaire pour trois mois de l'importation de viandes, de produits carnés et de produits laitiers associés en provenance de certains pays de l'UE. Bien que cette interdiction soit limitée à ces pays, nous croyons savoir qu'elle est interprétée et appliquée par certains agents des douanes comme s'appliquant aussi à d'autres pays. Qu'est-ce que le Cambodge a l'intention de faire pour garantir l'application non discriminatoire de son régime douanier et de son régime SPS?

Réponse:

L'interdiction temporaire de trois mois frappant l'importation de viandes, de produits carnés et de produits laitiers associés en provenance de l'Union européenne a été reconduite pour une période supplémentaire de trois mois et sera prolongée si les circonstances l'exigent. Cette mesure a été introduite pour prévenir la propagation, à partir de l'Union européenne, d'une maladie qui peut affecter la santé humaine et animale au Cambodge. Cette mesure est conforme au point b) de l'article XX du GATT de 1994. Le Cambodge prend note des préoccupations de l'Australie au sujet d'une mauvaise interprétation de la mesure. Les importateurs touchés devraient déposer une plainte auprès de l'Administration des douanes.

d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)

Question 76

Les conditions d'enregistrement des entreprises à capitaux étrangers auprès du Ministère du commerce comportent-elles des mesures visées par l'Accord de l'OMC sur les MIC?

Réponse:

Non.

e) Pratiques en matière de commerce d'État

Question 77

En réponse à la question 138 (page 61 du document WT/ACC/KHM/3), le Cambodge déclare que onze des 24 entreprises publiques importent ou exportent des produits comme le riz, le caoutchouc, les engrais, les produits de la pêche, les produits pharmaceutiques et le matériel agricole. Veuillez décrire plus en détail les activités commerciales de ces onze entreprises publiques et la façon dont les prix et les quantités commercialisées sont déterminés.

Réponse:

La Green Trade Company, qui gère la réserve nationale de riz du Cambodge, peut recevoir des fonds du gouvernement. Toutes les autres entreprises d'État exercent leur activité sur un pied d'égalité avec les sociétés du secteur privé, c'est-à-dire que les prix et les quantités sont déterminés en fonction de considérations commerciales. Les autres entreprises d'État ne sont pas des entreprises commerciales d'État au sens de l'OMC.

Question 78

Le Cambodge a fait des progrès considérables dans la privatisation des entreprises publiques (voir l'annexe 3). Il semble qu'il ne reste que 16 entreprises publiques, dont la moitié environ dans le secteur agricole. Il serait utile que le Cambodge précise ses intentions concernant ces entreprises et leur rôle. Il doit en particulier expliquer et examiner en quoi leurs opérations sont compatibles avec l'article XVII du GATT, bien qu'il affirme qu'aucun privilège nouveau n'est accordé à ces entités.

Réponse:

Veillez vous référer aux réponses aux questions 11 et 77. Outre ces réponses sur les neuf entreprises d'État qui se livrent à des activités agricoles, sept se consacrent à la production et à l'exportation de caoutchouc naturel et une à l'importation d'engrais, de pesticides et de matériel agricole. Nous réaffirmons qu'aucun privilège spécial n'est accordé à ces entreprises. En ce qui concerne la Green Trade Company, voir la réponse à la question 77.

1) Pratiques en matière de marché public

Question 79

Nous prenons note de la réponse à la question 142 concernant l'intérêt porté par le Cambodge à l'accession à l'Accord sur les marchés publics. Nous demeurons convaincus que, avec un système de passation des marchés relativement ouvert, il tirera avantage de son accession à cet accord.

Réponse:

Le Cambodge croit comprendre que l'Accord sur les marchés publics est un accord plurilatéral et, comme le mentionne le document WT/ACC/KHM/3 (question 142), le Cambodge n'a pas l'intention de devenir signataire de cet accord, du moins au moment de son accession à l'OMC.

- Normes fondamentales du travail

Question 80

Le paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle de Singapour de 1996 stipule que tous les Membres de l'OMC doivent observer les normes fondamentales du travail internationalement reconnues. D'après la demande d'accession du Cambodge à l'OMC dans ce domaine, la législation du travail cambodgienne de 1997 définit et protège de façon assez complète les droits de travailleurs reconnus au plan international. L'application des normes fondamentales de travail au Cambodge reste cependant problématique. Nous notons qu'il est fait état de problèmes en matière de liberté d'association, en particulier de discrimination à l'encontre des syndicats, de harcèlement et de licenciements injustifiés de dirigeants syndicaux. Nous sommes préoccupés aussi par les informations selon lesquelles des heures de travail

supplémentaires, parfois excessives, sont imposées sans rémunération adéquate. Nous demandons instamment au Cambodge de continuer à prendre les mesures nécessaires pour assurer son engagement d'appliquer les normes fondamentales du travail. Nous comptons poursuivre les consultations avec le Cambodge sur ce point dans un contexte bilatéral et multilatéral.

Réponse:

Le Cambodge a renforcé l'application de la législation du travail et des normes fondamentales du travail, en particulier pour ce qui est des conditions de travail, de la liberté d'association et de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail. Le Cambodge est heureux de continuer à mener des consultations bilatérales et multilatérales dans ce domaine. Il croit comprendre toutefois que les normes du travail, sauf en ce qui concerne le travail dans les prisons, ne sont pas couvertes par les Accords de l'OMC.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

Question 81

Dans sa réponse à la question 18 et dans l'annexe II du document WT/ACC/KHM/3, le Cambodge déclare qu'il a privatisé 24 entreprises agricoles d'État. Pourrait-il indiquer dans quel délai les sept entreprises agricoles d'État en cours de privatisation seront entièrement privatisées ou liquidées?

Réponse:

La Compagnie des intrants agricoles restera une entreprise d'État. Des discussions ont lieu au sujet du statut des entreprises d'État dans le secteur du caoutchouc.

Question 82

De plus, pour permettre de mieux comprendre les opérations de ces entreprises d'État, le Cambodge pourrait-il expliquer le rôle de chacune d'elles dans la production, la commercialisation et/ou le commerce des produits ou services agricoles.

Réponse:

Veuillez vous reporter aux réponses aux questions 77 et 78.

Question 83

Dans sa réponse à la question 104, le Cambodge indique qu'il se réserve le droit de maintenir les restrictions à l'exportation de riz appliquées temporairement pour prévenir une grave pénurie de produits alimentaires ou pour y remédier, conformément à l'article XI:2 a) du GATT de 1994. Le Cambodge pourrait-il indiquer les critères qu'il applique pour déterminer si une restriction à l'exportation est justifiée et quand elle devrait être levée?

Réponse:

Veuillez vous reporter à la page 33 de KHM/2. Des restrictions à l'exportation sont appliquées lorsqu'une analyse du marché, comprenant des estimations de la demande et de la production totales de riz, montre que les quantités disponibles diminueront considérablement et/ou

que les prix augmenteront fortement. La même procédure s'applique, inversement, à la levée des restrictions à l'exportation.

Question 84

Quelle a été l'évolution des exportations de riz du Cambodge au cours des dernières années? Le Cambodge importe-t-il du riz?

Réponse:

Veuillez vous reporter aux tableaux ci-dessous pour des renseignements détaillés.

Importations de riz en 1999 et 2000

Année	Importations en provenance de	Quantité (tonnes)	Valeur (riels)
1999	France	1 694	2 934 542
	Hong Kong	817,20	1 561 793
	Japon	10 881 883	11 883 587 325
	Singapour	18 499,40	24 552 144
	Viet Nam	2 000 000	1 821 569 100
	Thaïlande	21 266 619	10 413 511 438,05
	Total:	34 169 512,60	24 147 716 342,05
2000	Philippines	15	487 126
	Monaco	2 292	4 078 895
	Puerto Rico	8 976 363	9 658 615 744
	Viet Nam	18 643 468	9 183 678 620
	Japon	40	195 393
	Singapour	1 159 364,25	1 229 524 107
	Chine	13 434	5 252 694
	Thaïlande	31 767 800	9 940 822 826
	Guam	82 000	90 962 325
	Inde	1 350,10	2 444 400
	Total:	60 646 126,35	30 116 062 130
2001			

Exportations de riz en 1999 et 2000

Année	Exportations à destination de	Quantité (tonnes)	Valeur (riels)
1999	Australie	21 000	23 971 500
	Chine	120 000	91 494 000
	Indonésie	550 000	424 270 000
	Malaisie	220 000	195 143 850
	Singapour	2 200 000	1 780 270 404
	Total:	3 111 000	2 515 149 754

Année	Exportations à destination de	Quantité (tonnes)	Valeur (riels)
2000	Singapour	1 014 500	803 031 203
	Malaisie	700 000	907 489 380
	Thaïlande	1 816 000	1 286 225 460
	Indonésie	500 000	64 002 250
	Total:	4 030 500	3 060 748 293
2001			

Source: Statistiques douanières du Cambodge.

Question 85

Dans sa réponse à la question 108, le Cambodge indique qu'il limite l'octroi de licences d'exportation pour le riz afin d'éviter que les exportateurs de riz acquièrent une position dominante et pour aider à maîtriser les fluctuations du prix du riz. Parmi les entreprises agricoles d'État, y en a-t-il qui produisent ou qui font le commerce du riz? Dans l'affirmative, compte tenu des efforts de privatisation en cours, comment le Cambodge envisage-t-il de limiter les pratiques monopolistiques des exportateurs de riz?

Réponse:

Veillez vous reporter à la réponse à la question 77. Il n'y a pas de pratiques monopolistiques de la part des exportateurs de riz.

Question 86

Veillez répondre à la question 108 en vous référant aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture qui justifient les restrictions à l'exportation.

Réponse:

Veillez vous reporter à la réponse à la question 67.

Question 87

Le Cambodge pourrait-il indiquer quelles marchandises pourraient bénéficier d'une ristourne de droits si un tel système était utilisé? Quels critères seraient appliqués pour déterminer si une ristourne de droits pourrait être accordée et quel en serait le montant?

Réponse:

Afin de faciliter le commerce et de promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises, le Cambodge envisage de recourir au mécanisme des ristournes de droits et il informera le Groupe de travail au sujet des marchandises qui pourront faire l'objet de telles ristournes lorsque ce mécanisme sera mis en place.

Question 88

Nous notons que le Cambodge doit encore communiquer au Groupe de travail, pour examen, les renseignements demandés dans le document WT/ACC/4. Les renseignements sur

les mesures internes de soutien à l'agriculture et les subventions à l'exportation doivent être fournis dans les meilleurs délais.

Réponse:

Veillez vous reporter au document ACC/4 soumis par le Cambodge.

Question 89

Dans l'annexe 4.2, le Cambodge indique que l'évaluation en douane est fondée sur le prix facturé et les prix du marché. Pourrait-il donner des renseignements plus détaillés sur ses procédures d'évaluation en douane et confirmer que le prix facturé est utilisé pour chaque transaction, et non un prix moyen, construit ou approximatif?

Réponse:

Veillez vous reporter aux réponses aux questions 47, 49 et 51.

Question 90

En ce qui concerne la réponse du Cambodge à cette question, le Canada tient à préciser que les pays les moins avancés ne sont pas tenus de prendre des engagements en matière de réduction. Toutefois, l'engagement de n'accorder aucune subvention à l'exportation prévaudrait puisque le Cambodge n'en a pas accordé dans le passé. Le Cambodge peut-il confirmer qu'il en sera bien ainsi?

Réponse:

Pour le moment, le Cambodge n'accorde aucune subvention à l'exportation. En tant qu'un des pays les moins avancés, le Cambodge se réserve le droit d'introduire des subventions à l'exportation au titre des alinéas d) et e) de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture.

Question 91

Le Cambodge a dit qu'il fournirait dès que possible des renseignements sur le soutien interne suivant le plan indiqué dans le document WT/ACC/4. Ces renseignements seront les bienvenus. Nous notons avec satisfaction que le Cambodge n'envisage pas d'appliquer à ce stade des subventions à l'exportation et nous considérons cela comme un fait positif.

Réponse:

Veillez vous reporter aux réponses aux questions 88 et 90.

V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Question 92

Nous notons que le Cambodge a encore du travail à faire dans ce domaine et que plusieurs lois sont en préparation. Nous notons également qu'il n'a pas encore adhéré à des conventions comme la Convention de Berne. Nous souhaiterions recevoir dès que possible les réponses à la liste de questions présentées suivant le plan du document WT/ACC/9 (voir la réponse à la question 161). Cela nous serait fort utile. Le Cambodge envisage de demander une

période de transition (voir la réponse à la question 156). Cette demande devra être examinée avec les autres demandes de ce genre en fonction de la durée et de la portée.

Réponse:

Le projet de loi cambodgienne sur le droit d'auteur et les droits connexes, dont le texte a été mis à la disposition des membres du Groupe de travail, fait l'objet d'un nouvel examen visant à assurer qu'il est en totale conformité avec l'Accord sur les ADPIC. Après avoir adopté la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, le Cambodge signera la Convention de Berne.

Question 93

Bon nombre des questions font référence à la section de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (document WT/ACC/KHM/2) traitant des aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce, qui a été présentée par le gouvernement cambodgien dans le cadre du processus d'accession à l'OMC. Nous sommes en train d'examiner les lois cambodgiennes relatives à la propriété intellectuelle mentionnées dans le document WT/ACC/KHM/3/Add.3 et nous comptons examiner les domaines dans lesquels il pourrait être nécessaire d'apporter des modifications ou d'adopter de nouvelles lois afin de mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. Nous suggérons en attendant que le Cambodge réponde aux questions suivantes et utilise la liste récapitulative figurant dans le document WT/ACC/9 pour examiner son système et déterminer dans quels domaines des dispositions et des institutions supplémentaires pourraient être nécessaires. Nous attendons du Cambodge qu'il nous fournisse des renseignements sur son régime de propriété intellectuelle en utilisant la liste récapitulative figurant dans le document WT/ACC/9.

Réponse:

Veuillez vous reporter au document ACC/9 soumis par le Cambodge.

Question 94

Au paragraphe 4 a) du document WT/ACC/KHM/2 (page 70), le gouvernement cambodgien indique qu'il est en train d'élaborer un décret spécial portant sur le calcul des dommages-intérêts à accorder en cas d'atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Veuillez nous indiquer l'état d'avancement de ce décret et veuillez nous en fournir une copie.

Réponse:

Il n'est pas possible de donner suite au projet d'élaboration d'un décret spécial concernant l'évaluation des dommages subis en cas d'infraction, par manque de juridiction. Le montant des dommages devrait être calculé par le tribunal au cas par cas.

Question 95

En ce qui concerne les autres aspects de la législation cambodgienne relative à la protection de la propriété intellectuelle, quel est l'état d'avancement du projet de loi sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale. Veuillez nous fournir une copie de la loi, soit à l'état de projet soit sous sa forme finale.

Réponse:

Le Cambodge transmet actuellement le texte du projet de loi sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale au Secrétariat de l'OMC. Ce projet de loi a été approuvé par le Conseil des ministres le 27 octobre 2000. Le Cambodge espère que le projet de loi sera ratifié par l'Assemblée nationale à la fin de l'année 2001 ou au début de l'année 2002.

Question 96

Quel est l'état d'avancement des Lois sur la protection des marques, sur les brevets et sur les dessins et modèles industriels qui, d'après le document WT/ACC/KHM/2, ont déjà été soumis au Conseil des ministres pour adoption. Veuillez nous fournir, si possible, une copie de ces lois.

Réponse:

Veuillez vous reporter à la réponse à la question 95. Le Cambodge transmet actuellement le texte du projet de loi sur les brevets, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels au Secrétariat de l'OMC. Ce projet a été approuvé par le Conseil des ministres en octobre 2001 et présenté à l'Assemblée nationale pour adoption.

Question 97

Veuillez décrire les mesures correctives prévues par la législation cambodgienne pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle dans les cas où des marchandises portent atteinte à un droit (destruction ou mise hors circuit des marchandises en cause, ou les deux à la fois), conformément à l'article 59 de l'Accord sur les ADPIC.

Réponse:

L'article 46 du projet de loi sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale prévoit que les douanes et les autres services compétents, sur décision du tribunal, seront habilités à ordonner la destruction des marchandises portant atteinte à un droit. Les douanes ne permettront pas la réexportation des marchandises de marque contrefaites ni ne les assujettiront à un autre régime douanier. Le projet de loi sur le droit d'auteur contiendra des dispositions équivalentes.

Question 98

Veuillez indiquer si les décisions sur le fond rendues dans une procédure judiciaire sont présentées par écrit et si les opinions écrites sont mises à la disposition du public pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

Réponse:

Dans la pratique, lors des actions en justice, les décisions au fond sont communiquées par écrit et ces arrêts sont mis à la disposition du public par voie de publication dans les journaux. En outre, nous avons l'intention de publier les décisions de justice dans le Journal officiel du Ministère du commerce.

Question 99

Veillez indiquer et décrire les fonctions des entités gouvernementales habilitées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

Réponse:

Au Cambodge, les autorités ci-après sont chargées de faire respecter la propriété intellectuelle:

Tribunaux:

À la demande du requérant, les tribunaux ordonneront des mesures provisoires rapides et efficaces pour prévenir une infraction éventuelle ou imminente ou pour préserver les éléments de preuve relatifs à une infraction présumée (article 29 du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce). En outre, les décisions du Ministère du commerce pourront être réexaminées par les tribunaux (article 58 du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce).

Services des douanes:

Le propriétaire d'une marque de fabrique ou de commerce déposée peut demander aux douanes ou aux services compétents ou à un tribunal de suspendre le dédouanement de marchandises sur lesquelles pèsent des soupçons de contrefaçon, en apportant la preuve de sa qualité de propriétaire de la marque déposée (article 35 du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce).

Camcontrol, Ministère du commerce:

Camcontrol dépend du Ministère du commerce. Cette organisation a pleins pouvoirs pour inspecter toutes les entreprises commerciales; les fabricants à des fins commerciales; les importateurs, exportateurs et négociants; les prestataires de services; les promoteurs de produits, de marchandises et de services; les associations civiles et organismes non gouvernementaux ayant des activités de fabrication, de commerce ou d'aide alimentaire. Camcontrol est chargé de la répression des fraudes et des inspections des marchandises exportées et importées (articles 1^{er} et 26 de la Loi sur la gestion de la qualité et la sécurité des produits et des services, adoptée le 21 juin 2000).

Police économique, Ministère de l'intérieur:

La Police économique collabore étroitement avec Camcontrol sur tout le territoire du Cambodge pour la répression des fraudes et les inspections de marchandises exportées et importées.

Question 100

Dans la mesure où cela n'a pas été demandé précédemment, veuillez nous fournir une copie de toutes les lois cambodgiennes relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

Réponse:

Veillez vous reporter à la Loi sur la gestion de la qualité et la sécurité des produits et des services, dont le texte a été communiqué au Secrétariat de l'OMC.

Question 101

Les autorités judiciaires et administratives cambodgiennes sont-elles habilitées, conformément à l'article 44:1 de l'Accord sur les ADPIC, à prononcer une injonction (ou une mesure équivalente) pour ordonner à une partie de cesser de porter atteinte à un droit et empêcher l'introduction dans les circuits commerciaux de marchandises portant atteinte à un droit? Veuillez décrire en détail la procédure d'injonction.

Réponse:

Les tribunaux et les services douaniers auront pleins pouvoirs pour prononcer des injonctions ou suspendre le dédouanement de marchandises, comme le prévoit l'article 44:1 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez vous reporter au chapitre 9, consacré aux mesures provisoires (articles 29 à 34), et au chapitre 10, consacré aux mesures à la frontière (articles 35 à 47), du projet de loi sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale, pour ce qui est du détail des procédures d'injonction. Le projet de loi sur le droit d'auteur contiendra des dispositions équivalentes.

Question 102

Veillez indiquer si la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle et de tous matériaux et instruments font partie des sanctions possibles pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur.

Réponse:

Les articles 30 et 46 du projet de loi sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale et l'article 59 du projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes prévoient la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises, pièces à conviction et copies portant atteinte à un droit, ainsi que du matériel installé aux fins de commettre l'acte délictueux. Le projet de loi sur le droit d'auteur contiendra des dispositions équivalentes.

Question 103

Veillez indiquer brièvement comment le gouvernement cambodgien satisfait aux prescriptions de l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC, notamment des paragraphes 1, 2, 4 et 5 de cet article.

Réponse:

Comme le montrent les projets de lois sur la propriété intellectuelle, y compris les projets de lois sur les marques, les dénominations commerciales et les actes de concurrence déloyale, sur le droit d'auteur et les droits connexes et sur les brevets, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels (le texte de tous ces projets de lois a été ou est actuellement communiqué), le Cambodge satisfait aux dispositions de l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC, y compris les alinéas 41 1), 41 2), 41 4) et 41 5).

VI. RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES

Question 104

Jusqu'à présent, les banques étrangères ont établi uniquement des succursales au Cambodge. D'après les dispositions actuelles de la Loi sur le contrôle des établissements financiers et les règlements ultérieurs, les règles applicables aux banques étrangères, y compris les règles prudentielles, sont exactement les mêmes que celles qui s'appliquent aux banques locales. Le Cambodge pourrait-il préciser les raisons possibles de l'absence de filiales de banques étrangères?

Réponse:

Le système bancaire a subi une refonte au cours de la dernière décennie. Le cadre juridique nécessaire s'élabore progressivement: la Loi sur les banques commerciales n'a été adoptée qu'à la fin de 1999 et la Loi sur les banques spécialisées est en cours de préparation. Parallèlement à la mise en place de cette législation, qui vise à créer un système bancaire sain, le secteur bancaire a subi une réforme structurelle qui devrait être achevée dans le courant de cette année. À ce jour, deux filiales de banques étrangères ont été créées au Cambodge.

Question 105

Nous voudrions savoir quand le Cambodge envisage de présenter un projet d'offre pour que les négociations sur l'accès aux marchés puissent commencer. Nous notons qu'il s'est engagé à répondre ultérieurement à la question concernant l'article VIII de l'AGCS.

Réponse:

Un projet d'offre est soumis actuellement, après approbation du Conseil des ministres. Par la suite, le Cambodge sera prêt à engager des négociations sur l'accès aux marchés dans le domaine des services. Le Cambodge s'est engagé sans réserve à appliquer les principes et les dispositions contenus dans l'AGCS, y compris à l'article VIII. L'administration compétente veillera à ce que les fournisseurs en situation de monopole n'abusent pas de leur position en sortant du cadre des droits monopolistiques conformes aux engagements spécifiques qui seraient pris.

Question 106

Le Cambodge affirme que, en tant que PMA, il aura besoin d'une certaine flexibilité en ce qui concerne le délai fixé pour l'établissement d'un point d'information conformément à l'AGCS. Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles l'établissement d'un point d'information pèse autant sur les ressources humaines limitées du pays au point de l'obliger à le différer. Dans quels délais le Cambodge envisage-t-il de se préparer à répondre progressivement à ces "exigences administratives additionnelles"? Le Cambodge fournit-il actuellement les renseignements qui seraient fournis par un point d'information, notamment aux entreprises de services nationales?

Réponse:

En tant que PMA, le Cambodge a besoin d'une certaine souplesse pour ce qui est du délai de création de son point d'information sur l'AGCS. Pour faire en sorte que le point d'information soit pleinement opérationnel, des ressources humaines et financières suffisantes doivent être allouées. En outre, un système d'échange et de mise à jour permanents des informations pertinentes doit être créé entre les ministères et les autres organismes concernés. Une assistance technique est nécessaire à cet

égard et faciliterait grandement le démarrage du processus. À l'heure actuelle, les sociétés nationales peuvent obtenir des renseignements se rapportant à leurs activités auprès du Conseil de développement du Cambodge, de la Chambre de commerce et du Département du commerce intérieur du Ministère du commerce.

VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC LES PAYS TIERS

Question 107

Nous prenons note de la déclaration faite par le Cambodge dans sa réponse à la question 183 concernant les arrangements commerciaux préférentiels. Le Cambodge accorde-t-il des préférences commerciales à d'autres pays?

Réponse:

Il n'y a pas de question 183. Le Cambodge est devenu membre de l'ANASE en 1999. Dans le cadre de l'ANASE, le Cambodge est tenu d'accorder ses préférences commerciales aux pays membres de l'ANASE au titre de divers accords tels que la Zone de libre échange de l'ANASE, l'Accord-cadre de l'ANASE sur les services, la Zone d'investissement de l'ANASE, etc. À ce sujet, nous confirmons qu'aucune préférence commerciale n'a été accordée à des pays non membres de l'ANASE.

ANNEXES

Les annexes ci-après font partie intégrante des réponses du Cambodge aux questions supplémentaires posées par les membres du Groupe de travail de l'accèsion du Cambodge à l'OMC.

Les annexes correspondent aux questions et réponses de la façon suivante:

L'annexe I fait partie de la réponse à la question 9.

L'annexe II fait partie des réponses aux questions 11 et 13.

L'annexe III fait partie de la réponse à la question 25.

L'annexe IV fait partie de la réponse à la question 42.

L'annexe V fait partie de la réponse à la question 63.

ANNEXE I

SECTEURS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE DANS LESQUELS EXISTENT DES RESTRICTIONS À L'INVESTISSEMENT

Code CITI	Secteurs/industries	Remarques (restrictions/obligations)
I. Industries pour lesquelles des restrictions identiques s'appliquent aux investisseurs nationaux et étrangers		
3698	Fabrication/transformation d'articles culturels	Dans des circonstances exceptionnelles, l'investissement peut être autorisé sous réserve d'approbation préalable par les ministères concernés.
2021	Sciages, feuilles de placage, contreplaqués, produits à base de bois utilisant des grumes locales en tant que matières premières	Aucune nouvelle licence ne sera accordée.
2411	Production de DBSA Produits chimiques toxiques préjudiciables à la santé de la communauté et à l'environnement Production de produits chimiques toxiques ou utilisation d'agents toxiques	Interdit pour certaines substances en vertu d'un traité international. Pour d'autres, subordonné à l'approbation du Ministère de la santé et des ministères concernés.
2429	Fabrication de substances psychotropes (voir pièce jointe)	- Interdit pour les substances psychotropes figurant dans le tableau I de la pièce jointe à la présente annexe. - Subordonné à l'approbation préalable du Ministère de la santé pour les substances psychotropes figurant dans les tableaux II et III de la pièce jointe à la présente annexe.
2429	Fabrication/transformation de narcotiques	Interdit.
2927	Fabrication d'armes et de munitions	Politique de défense nationale.
n.d.	Fabrication d'articles de pyrotechnie	En principe interdit; dans la pratique soumis à un contrôle.
n.d.	Fabrication d'articles liés à la défense et à la sécurité	Politique de défense nationale.
II. Industries pour lesquelles des restrictions ne s'appliquent qu'aux investisseurs étrangers		
1600	Fabrication de cigarettes	Seulement pour l'exportation (100% d'exportation)
1551	Alcool	Subordonné à l'approbation préalable des ministères concernés.
2230	Production cinématographique	Subordonné à une participation locale au capital social.
1320	Exploitation de gemmes	Subordonné à une participation locale au capital social.
2691	Briques en argile (creuses, pleines) et tuiles ...	Subordonné à une participation locale au capital social.
1531	Rizerie	Subordonné à une participation locale au capital social.
2029	Fabrication d'ouvrages sculptés en bois et en pierre	Subordonné à une participation locale au capital social.
1711	Tissage de la soie	Subordonné à une participation locale au capital social.

Code CITI	Secteurs/industries	Remarques (restrictions/obligations)
III. Services liés à la fabrication		
2210	Publication	<ul style="list-style-type: none"> - À discuter avec le Ministère de l'information et le Ministère de la culture et des beaux arts. - La participation étrangère au capital social est limitée à 49%.
2212	Publication de journaux, magazines et périodiques	
2213	Publication d'œuvres enregistrées	
2219	Autres publications	
2221	Impression	
2222	Activités de service liées à l'impression	
9213	Activités radiophoniques et télévision	

**SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DE LA SYLVICULTURE ET DES ACTIVITÉS EXTRACTIVES
DANS LESQUELS EXISTENT DES RESTRICTIONS À L'INVESTISSEMENT**

Code CITI	Secteurs/industries	Remarques (restrictions/obligations)
	A. AGRONOMIE	
1110 1110	1. Secteurs de l'agronomie fermés aux investisseurs tant étrangers que nationaux. Cultures de plantations: a) Herbes médicinales ou traditionnelles. b) Plantation des précédentes.	Activité limitée aux besoins quotidiens des agriculteurs locaux.
0130	2. Secteurs de l'agronomie fermés uniquement aux investisseurs étrangers. Ressources génétiques (biodiversité).	Protection de l'environnement.
1110 1110 1110 1110	3. Secteurs de l'agronomie dans lesquels des restrictions frappent l'investissement étranger: Tous types de i. Cultures vivrières ii. Cultures fruitières iii. Cultures industrielles iv. Industries de transformation.	Sous réserve d'un partenariat avec l'association locale d'exploitants agricoles et de la conservation des ressources naturelles renouvelables (applicable à tous).

Code CITI	Secteurs/industries	Remarques (restrictions/obligations)
	B. ÉLEVAGE	
1100 0121 1100	1. Secteurs de l'élevage fermés aux investisseurs tant étrangers que nationaux: - Poulets locaux - Bétail et buffles locaux - Canards locaux.	Activité réservée aux petites entreprises nationales.
1100 1100 1100 1100 1100 1100 1100 1100	2. Secteurs de l'élevage dans lesquels des restrictions frappent l'investissement étranger: i. Élevage de poules et de poulets: a) Poulets à rôti b) Poules pondeuses ii. Élevage de bovins iii. Élevage de moutons iv. Élevage de chèvres v. Élevage de porcs vi. Élevage de canards vii. Élevage de troupeau laitier viii. Élevage de chevaux.	Sous réserve d'un partenariat avec des petites entreprises (applicable aux points 1 à 8).
	C. PÊCHE	
1301 1301 1301 1301 1301	1. Secteur de la pêche fermé aux investisseurs tant étrangers que nationaux. Pêche (eau douce) + Capture d'alevins + Capture de Caplo Capio + Capture de silures géants + Capture de crocodiles + Capture de probatus jullieni	(Espèces menacées d'extinction)
0500	2. Secteur de la pêche fermé uniquement aux investisseurs étrangers. - Capture de poissons d'eau douce.	Réservé aux petites entreprises locales.
	3. Secteurs de la pêche dans lesquels des restrictions frappent l'investissement étranger.	Se référer à la loi sur la pêche.

Code CITI	Secteurs/industries	Remarques (restrictions/obligations)
0200 0200 0200 0200	<p>C. SYLVICULTURE</p> <p>1. Secteurs de la sylviculture dans lesquels des restrictions frappent l'investissement étranger:</p> <p>a. Produits de l'exploitation forestière (produits finis)</p> <p>b. Zoologie</p> <p>c. Parcs forestiers</p> <p>d. Plantation d'arbres pour l'industrie.</p>	<p>Sous réserve d'un partenariat avec un partenaire local.</p> <p>En fonction des règles, lois et règlements de la politique sylvicole cambodgienne.</p>
2302 2901	<p>E. ACTIVITÉS EXTRACTIVES</p> <p>1. Secteur des activités extractives fermé aux investisseurs tant étrangers que nationaux. + Minerais radioactifs (uranium, etc.)</p> <p>2. Secteur des activités extractives fermé uniquement aux investisseurs étrangers. + Extraction à petite échelle</p> <p>3. Secteurs des activités extractives dans lesquels des restrictions frappent l'investissement étranger.</p>	<p>Sécurité nationale.</p> <p>Réservé à la population locale.</p> <p>Tous les investissements étrangers doivent être effectués dans le cadre d'un contrat de travaux.</p>

Pièce complémentaire à l'annexe I: Substances psychotropes

Tableau I: Convention de 1971		
1. BROLAMFETAMINE	10. MDMA	19. PSILOCYBINE
2. CATHINONE	11. Mescaline	20. ROLICYCLIDINE
3. DET	12. 4- METHYLAMINOREX	21. STP,DOM
4. DMA	13. MDMA	22. TENAMFETAMINE
5. DMHP	14. N-ETHYL-MDA	23. TENOCYCLIDINE
6. DMT	15. N-HYDROXY-MDA	24. TETRAHYDROCANNABINOL
7. DOET	16. PARAHEXYL	25. TMA
8. ETICYCLIDINE	17. PMA	
9. +)-LYSERGIDE	18. PSILOCTNE, PSILOTSIN	
Tableau II: Convention de 1971		
1. AMFETAMINE	5. MECLOQUALONE	9. PHENCYCLIDINE
2. DEXAMFETAMINE	6. METAMFETAMINE	10. PHENMETRAZINE
3. FENETYLLINE	7. METHAQUALONE	11. METAMFETAMINE RACEMATE
4. LEVAMFETAMINE	8. METHYLPHENIDATE	12. SECOBARBITA

Tableau III: Convention de 1971		
1. AMOBARBITAL	23. ETHCHLORVYNOL	45. METHYPRYLON
2. ALLOBARBITAL	24. ETHINAMATE	46. MIDAZOLAM
3. ALPRAZOLAM	25. ETILAMFETAMINE	47. NIMETAZEPAM
4. AMFEPRAMONE	26. FENCAMFAMIN	48. NITRAZEPAM
5. BARBITAL	27. FENPROPOREX	49. NORDAZEPAM
6. BENZFETAMINE	28. FLUDIAZEPAM	50. OXAZEPAM
7. BROMAZEPAM	29. FLUNITRAZEPAM	51. OXAZOLAM
8. BUPRENORPHINE	30. FLURAZEPAM	52. PEMOLINE
9. BUTALBITAL	31. GLUTETHIMIDE	53. PENTAZOCINE
10. BUTOBARBITAL	32. HALAZEPAM	54. PENTOBARBITAL
11. CATHINE	33. HALOXAZOLAM	55. PHENDIMETRAZINE
12. CAMAZEPAM	34. KETAZOLAM	56. PHENOBARBITAL
13. CHLORDIAZEPOXIDE	35. LEFETAMINE	57. PHENTERMINE
14. CLOBAZAM	36. LOFLAZEPATE ETHYL	58. PINAZEPAM
15. CLONAZEPAM	37. LOPRAZOLAM	59. PIPRADROL
16. CLORAZEPATE	38. LORAZEPAM	60. PRAZEPAM
17. CLOTIAZEPAM	39. LORMETAZEPAM	61. PYROVALERONE
18. CLOXAZOLAM	40. MAZINDOL	62. SEC BUTABARBITAL
19. CYCLOBARBITAL	41. MEDAZEPAM	63. TEMAZEPAM
20. DELORAZEPAM	42. MEFENOREX	64. TETRAZEPAM
21. DIAZEPAM	43. MEPROBAMATE	65. TRIAZOLAM
22. ESTAZOLAM	44. METHYLPHENOBARBITAL	66. VINYLBITAL

ANNEXE II

Entreprises publiques cambodgiennes

Tableau 1

I. Entreprises publiques à vocation économique

N°	Nom	Ministère de tutelle	Date de transformation ¹	Situation	Principales activités
1	Plantation d'hévéas Memut	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
2	Plantation d'hévéas Chup	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
3	Plantation d'hévéas Krek	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
4	Plantation d'hévéas Peam Chaing	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
5	Plantation d'hévéas Boeung Ket	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
6	Plantation d'hévéas Chamcar Andoung	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
7	Plantation d'hévéas Snuol	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15 mars 1999	Activité réduite	Production et exportation de caoutchouc naturel
8	Alimentation en eau de Phnom Penh	Municipalité de Phnom Penh	9 décembre 1999	Pleine activité	Alimentation en eau

¹ Fait référence à la date à laquelle l'entreprise est devenue autonome financièrement.

Tableau 2

II. Entreprises d'État

N°	Nom	Ministère de tutelle	Date de transformation	Situation	Principales activités
1	Compagnie des intrants agricoles	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche			Importation et vente d'engrais, d'insecticide et de matériel agricole
2	Port de Sihanouk ville	Ministère des travaux publics et du transport	17 juillet 1998	Pleine activité	Services portuaires
3	Port de Phnom Penh	Ministère des travaux publics et du transport	17 juillet 1998	Activité réduite	Services portuaires
4	Royal Railways Station	Ministère des travaux publics et du transport		Pleine activité	Services ferroviaires
5	Kamsab	Ministère des travaux publics et du transport	30 août 1999	Pleine activité	Agence maritime
6	Green Trade Company	Ministère du commerce	23 novembre 1998	Activité réduite	Achat et vente de riz décortiqué ou non et maintien de la réserve alimentaire
7	Compagnie d'électricité du Cambodge	Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie		Pleine activité	Production et distribution d'électricité
8	Banque de développement rural	Ministère de l'économie et des finances		Pleine activité	Fourniture de crédit à court terme pour le développement rural

Tableau 3

III. Coentreprises

N°	Nom	Ministère de tutelle	Part de l'État	Situation	Principales activités
1	Colexim	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	60%	Activité réduite	Transformation du bois et concessions forestières
2	Casotim	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	20%	Activité suspendue	Transformation du bois et concessions forestières
3	Royal Air Cambodge	Conseil des ministres	60%	En activité	Compagnie aérienne
4	Air Navigation Engineering Corporation	Secrétariat d'État à l'aviation civile	30%	En activité	Fourniture de services de navigation aérienne
5	Camintel	Ministère des postes et télécommunications	51%	Activité réduite	Compagnie de téléphonie
6	Entreprise pharmaceutique cambodgienne	Ministère de la santé	45%	En activité	Production pharmaceutique

Tableau 4

IV. Institutions administratives publiques

N°	Nom	Ministère de tutelle	Date de transformation	Situation	Principales activités
1	Hôpital Calmette	Ministère de la santé		En activité	Services hospitaliers
2	Institut de recherche du caoutchouc du Cambodge	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche		En activité	Recherche et développement pour les plantations d'hévéas
3	Institut de recherche-développement agronomique	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche		En activité	Recherche et développement pour les plantes autres que l'hévéa
4	Université royale d'agronomie	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche		En activité	Formation de cadres pour le secteur agricole

Tableau 5

V. Activités de certaines entreprises d'État (taux de change: 1 dollar EU = 3 800 riels)

N°	Nom de l'entreprise	Projections budgétaires		2000 (en riels)	Résultats réels		2000 (en riels)	Remarques
		Recettes	Dépenses	Recettes nettes avant impôt	Recettes	Dépenses	Recettes nettes avant impôt	
1	Plantation d'hévéas Memut	10 708 438 000,00	9 683 293 000,00	1 025 145 000,00	15 854 619 794,35	13 652 229 588,66	2 202 390 205,69	
2	Plantation d'hévéas Chup	22 313 980 000,00	21 446 729 000,00	867 251 000,00	30 633 836 926,00	27 578 537 020,00	3 055 299 906,00	
3	Plantation d'hévéas Krek	6 950 200 000,00	6 224 317 196,00	725 882 804,00	8 920 080 463,50	8 082 496 188,58	837 584 274,92	
4	Plantation d'hévéas Peam Chaing	5 105 376 000,00	4 841 008 805,00	264 367 195,00	7 217 998 283,00	6 589 149 492,00	628 848 791,00	
5	Plantation d'hévéas Boeung Ket	9 105 177 000,00	8 189 779 000,00	915 398 000,00	9 539 079 000,00	9 330 950 000,00	208 129 000,00	
6	Plantation d'hévéas Snuol	5 308 488 000,00	4 863 666 000,00	444 822 000,00	6 769 436 591,00	6 380 967 038,30	388 496 552,70	
7	Plantation d'hévéas Chamcar Andong	14 645 808 000,00	12 877 360 000,00	1 768 448 000,00	17 572 724 841,00	16 752 758 876,00	819 965 965,00	
8	Entreprise de matériel agricole				445 155 027,31	355 006 134,70	90 148 892,61	
9	Port autonome de Sihanouk Ville				65 893 151 704,40	32 958 839 063,70	32 934 312 640,70	
10	Port autonome de Phnom Penh				5 642 092 846,50	4 746 175 211,52	895 917 634,98	
11	Kamsab				5 863 866 803,20	1 888 706 951,35	3 975 159 851,85	
12	Alimentation en eau de Phnom Penh	24 406 594 412,00	24 929 630 210,00	(523 035 798,00)	31 984 210 390,00	28 472 476 095,00	3 511 734 295,00	
13	Électricité du Cambodge	222 894 181 407,00	229 179 613 840,00	(6 285 432 433,00)	190 609 448 532,03	207 863 937 446,10	17 254 488 914,07	
14	Green Trade Company	8 908 400 000,00	3 583 116 000,00	324 784 000,00	4 454 680 908,68	4 282 904 894,00	171 776 014,68	
15	Banque de développement rural	2 128 575 930,00	2 070 711 783,00	57 864 147,00	1 361 393 333,00	1 762 444 273,00	401 050 940,00	

ANNEXE III

Récapitulation des positions à quatre chiffres du SH qui contiennent des lignes tarifaires avec des taux de droits de 35 pour cent

(Note: les lignes à huit chiffres contenues dans les positions à quatre chiffres qui figurent dans le présent tableau ne correspondent pas toutes à des taux de 35 pour cent. Pour les lignes à huit chiffres concernées, veuillez vous reporter au tarif douanier du Cambodge.)

Chapitre	Description
2	Viandes et abats comestibles
02.01	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées.
02.02	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées.
02.03	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées.
02.04	Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées.
02.05	Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées.
02.06	Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés.
02.07	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05.
02.08	Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés.
02.09	Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non fondues ni autrement extraites, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés.
02.10	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats.
3	Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques
03.04	Filets de poissons et autre chair de poissons (même hachée), frais, réfrigérés ou congelés.
03.05	Poissons séchés, salés ou en saumure; poissons fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, propres à l'alimentation humaine.
4	Lait et produits de la laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs
04.02	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.
04.03	Babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao.
04.04	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants; produits consistant en composants naturels du lait, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, non dénommés ni compris ailleurs.
04.05	Beurre et autres matières grasses provenant du lait; pâtes à tartiner laitières.

Chapitre	Description
04.06	Fromages et caillebotte.
04.07	Oeufs d'oiseaux, en coquilles, frais, conservés ou cuits.
04.08	Oeufs d'oiseaux, dépourvus de leurs coquilles, et jaunes d'oeufs, frais, séchés, cuits à l'eau ou à la vapeur, moulés, congelés ou autrement conservés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.
04.09	Miel naturel.
04.10	Produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs.
9	Café, thé, maté et épices
09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.
11	Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; inuline; gluten de froment
11.01	Farines de froment (blé) ou de méteil.
11.02	Farines de céréales autres que de froment (blé) ou de méteil.
11.03	Gruaux, semoules et agglomérés sous forme de pellets, de céréales.
11.05	Farine, semoule, poudre, flocons, granulés et agglomérés sous forme de pellets, de pommes de terre.
11.06	Farines, semoules et poudres de légumes à cosse secs du n° 07.13, de sagou ou des racines ou tubercules du n° 07.14 et des produits du chapitre 8.
11.08	Amidons et féculés; inuline.
11.09	Gluten de froment (blé), même à l'état sec.
12	Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages
12.08	Farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde.
12.11	Plantes, parties de plantes, graines et fruits des espèces utilisées principalement en parfumerie, en médecine ou à usages insecticides, parasitiques ou similaires, frais ou secs, même coupés, concassés ou pulvérisés.
13	Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux.
13.01	Gomme laque; gommes, résines, gommes-résines et oléorésines (baumes, par exemple), naturelles.
13.02	Sucs et extraits végétaux; matières pectiques, pectinates et pectates; agar-agar et autres mucilages et épaississants dérivés des végétaux, même modifiés.
16	Préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques
16.01	Saucisses, saucissons et produits similaires, de viande, d'abats ou de sang; préparations alimentaires à base de ces produits.
16.02	Autres préparations et conserves de viande, d'abats ou de sang.
16.03	Extraits et jus de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques.
16.04	Préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'oeufs de poisson.
16.05	Crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, préparés ou conservés.
17	Sucres et sucreries

Chapitre	Description
17.02	Autres sucres, y compris le lactose, le maltose, le glucose et le fructose (lévulose) chimiquement purs, à l'état solide; sirops de sucres sans addition d'aromatisants ou de colorants; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres et mélasses caramélisés.
18	Cacao et ses préparations
18.03	Pâte de cacao, même dégraissée.
18.04	Beurre, graisse et huile de cacao.
18.05	Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.
18.06	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao.
19	Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait; pâtisseries
19.03	Tapioca et ses succédanés préparés à partir de féculs, sous forme de flocons, grumeaux, grains perlés, criblures ou formes similaires.
19.04	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage ("corn flakes", par exemple); céréales (autres que le maïs) en grains ou sous forme de flocons ou d'autres grains travaillés (à l'exception de la farine, du gruau et de la semoule), précuites ou autrement préparées, non dénommées ni comprises ailleurs.
20	Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes
20.01	Légumes, fruits et autres parties comestibles de plantes, préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique.
20.02	Tomates préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique.
20.03	Champignons et truffes, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique.
20.04	Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelés, autres que les produits du n° 20.06.
20.05	Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés, autres que les produits du n° 20.06.
20.06	Légumes, fruits, écorces de fruits et autres parties de plantes, confits au sucre (égouttés, glacés ou cristallisés).
20.07	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.
20.08	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs.
20.09	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.
21	Préparations alimentaires diverses
21.01	Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté; chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés.
21.02	Levures (vivantes ou mortes); autres micro-organismes monocellulaires morts (à l'exclusion des vaccins du n° 30.02); poudres à lever préparées.
21.03	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés; farine de moutarde et moutarde préparée.
21.04	Préparations pour soupes, potages ou bouillons; soupes, potages ou bouillons préparés; préparations alimentaires composites homogénéisées.
21.05	Glaces de consommation, même contenant du cacao.
21.06	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs.

Chapitre	Description
22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres
22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées; glace et neige.
22.02	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du n° 20.09.
22.03	Bières de malt.
22.04	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool; moûts de raisin autres que ceux du n° 20.09.
22.05	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques.
22.06	Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple); mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non dénommés ni compris ailleurs.
22.07	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol. ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres.
22.08	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol.; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses.
23	Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux
23.09	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux.
24	Tabacs et succédanés de tabac fabriqués
24.02	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac.
24.03	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac.
25	Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments
25.01	Sel (y compris le sel préparé pour la table et le sel dénaturé) et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse ou additionnés d'agents antiagglomérants ou d'agents assurant une bonne fluidité; eau de mer.
25.19	Carbonate de magnésium naturel (magnésite); magnésie électrofondue; magnésie calcinée à mort (frittée), même contenant de faibles quantités d'autres oxydes ajoutés avant le frittage; autre oxyde de magnésium, même pur.
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales
27.10	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base; déchets d'huiles.
27.12	Vaseline; paraffine, cire de pétrole micro-cristalline, "slack wax", ozokérite, cire de lignite, cire de tourbe, autres cires minérales et produits similaires obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, même colorés.
29	Produits chimiques organiques
29.05	Alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés.
29.21	Composés à fonction amine.
29.22	Composés aminés à fonctions oxygénées.

Chapitre	Description
29.32	Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'oxygène exclusivement.
29.33	Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'azote exclusivement.
29.34	Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques.
29.39	Alcaloïdes végétaux, naturels ou reproduits par synthèse, leurs sels, leurs éthers, leurs esters et autres dérivés.
32	Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres
32.08	Peintures et vernis à base de polymères synthétiques ou de polymères naturels modifiés, dispersés ou dissous dans un milieu non aqueux; solutions définies à la note 4 du présent chapitre.
32.09	Peintures et vernis à base de polymères synthétiques ou de polymères naturels modifiés, dispersés ou dissous dans un milieu aqueux.
32.10	Autres peintures et vernis; pigments à l'eau préparés des types utilisés pour le finissage des cuirs.
32.11	Siccatifs préparés.
32.12	Pigments (y compris les poudres et flocons métalliques) dispersés dans des milieux non aqueux, sous forme de liquide ou de pâte, des types utilisés pour la fabrication de peintures; feuilles pour le marquage au fer; teintures et autres matières colorantes présentées dans des formes ou emballages pour la vente au détail.
33	Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques
33.01	Huiles essentielles (déterpénées ou non), y compris celles dites "concrètes" ou "absolues"; résinoïdes; oléorésines d'extraction; solutions concentrées d'huiles essentielles dans les graisses, les huiles fixes, les cires ou matières analogues, obtenues par enfleurage ou macération; sous-produits terpéniques résiduels de la déterpénation des huiles essentielles; eaux distillées aromatiques et solutions aqueuses d'huiles essentielles.
33.03	Parfums et eaux de toilette
33.04	Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antialergiques et les préparations pour bronzer; préparations pour manucures ou pédicures
33.07	Préparations pour le rasage, le rasage ou l'après-rasage, désodorisants corporels, préparations pour bains, dépilatoires, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques, non dénommés ni compris ailleurs; désodorisants de locaux, préparés, même parfumés, ayant ou non des propriétés désinfectantes
34	Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, "cires pour l'art dentaire" et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre
34.04	Cires artificielles et cires préparées.
34.05	Cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), à l'exclusion des cires du n° 34.04.
34.06	Bougies, chandelles, cierges et articles similaires.
34.07	Pâtes à modeler, y compris celles présentées pour l'amusement des enfants; compositions dites "cires pour l'art dentaire" présentées en assortiments, dans des emballages de vente au détail ou en plaquettes, fers à cheval, bâtonnets ou sous des formes similaires; autres compositions pour l'art dentaire, à base de plâtre.

Chapitre	Description
35	Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou de féculs modifiés; colles; enzymes
35.01	Caséines, caséinates et autres dérivés des caséines; colles de caséine.
35.02	Albumines (y compris les concentrats de plusieurs protéines de lactosérum, contenant, en poids calculé sur matière sèche, plus de 80 % de protéines de lactosérum), albuminates et autres dérivés des albumines.
35.03	Gélatines (y compris celles présentées en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, même ouvrées en surface ou colorées) et leurs dérivés; ichtyocolle; autres colles d'origine animale, à l'exclusion des colles de caséine du n° 35.01.
35.04	Peptones et leurs dérivés; autres matières protéiques et leurs dérivés, non dénommés ni compris ailleurs; poudre de peau, traitée ou non au chrome.
35.05	Dextrine et autres amidons et féculs modifiés (les amidons et féculs prégélatinisés ou estérifiés, par exemple); colles à base d'amidons ou de féculs, de dextrine ou d'autres amidons ou féculs modifiés.
35.07	Enzymes; enzymes préparées non dénommées ni comprises ailleurs.
36	Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables
36.01	Poudres propulsives.
36.04	Articles pour feux d'artifice, fusées de signalisation ou paragrêles et similaires, pétards et autres articles de pyrotechnie.
36.05	Allumettes, autres que les articles de pyrotechnie du n° 36.04.
36.06	Ferrocérium et autres alliages pyrophoriques sous toutes formes; articles en matières inflammables cités à la Note 2 du présent chapitre.
38	Produits divers des industries chimiques
38.14	Solvants et diluants organiques composites, non dénommés ni compris ailleurs; préparations conçues pour enlever les peintures ou les vernis.
38.19	Liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, ne contenant pas d'huiles de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70% en poids.
38.20	Préparations antigel et liquides préparés pour dégivrage.
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières
39.26	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 39.01 à 39.14.
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc
40.10	Courroies transporteuses ou de transmission, en caoutchouc vulcanisé.
40.11	Pneumatiques neufs, en caoutchouc.
40.12	Pneumatiques rechapés ou usagés en caoutchouc; bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps" en caoutchouc.
40.13	Chambres à air, en caoutchouc.
40.15	Vêtements et accessoires du vêtement (y compris les gants, mitaines et moufles) en caoutchouc vulcanisé non durci, pour tous usages.
40.16	Autres ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci.
40.17	Caoutchouc durci (ébonite, par exemple) sous toutes formes, y compris les déchets et débris; ouvrages en caoutchouc durci.

Chapitre	Description
41	Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs
41.04	Cuirs et peaux tannés ou en croûte de bovins (y compris les buffles) ou d'équidés, épilés, même refendus, mais non autrement préparés, autres que ceux du n° 41.08 ou 41.09
41.05	Peaux tannées ou en croûte d'ovins, épilées, même refendues, mais non autrement préparées, autres que celles du n° 41.08 ou 41.09
41.06	Cuirs et peaux épilés d'autres animaux et peaux d'animaux dépourvus de poils, tannés ou en croûte, même refendus, mais non autrement préparés.
41.07	Cuirs préparés après tannage ou après dessèchement et cuirs et peaux parcheminés, de bovins (y compris les buffles) ou d'équidés, épilés, même refendus, autres que ceux du n° 41.14.
41.08	Cuirs et peaux chamoisés (y compris le chamois combiné).
41.09	Cuirs et peaux vernis ou plaqués; cuirs et peaux métallisés.
41.10	Rognures et autres déchets de cuirs ou de peaux préparés ou de cuir reconstitué, non utilisables pour la fabrication d'ouvrages en cuir; sciure, poudre et farine de cuir.
41.11	Cuir reconstitué, à base de cuir ou de fibres de cuir, en plaques, feuilles ou bandes, même enroulées.
42	Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux
42.01	Articles de sellerie ou de bourrellerie pour tous animaux (y compris les traits, laisses, genouillères, muselières, tapis de selles, fontes, manteaux pour chiens et articles similaires), en toutes matières.
42.02	Malles, valises et mallettes, y compris les mallettes de toilette et les mallettes porte-documents, serviettes, cartables, étuis à lunettes, étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants similaires; sacs de voyage, sacs isolants pour produits alimentaires et boissons, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à main, sacs à provisions, portefeuilles, porte-monnaie, porte-cartes, étuis à cigarettes, blagues à tabac, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour flacons ou bijoux, boîtes à poudre, écrins pour orfèvrerie et contenants similaires, en cuir naturel ou reconstitué, en feuilles de matières plastiques, en matières textiles, en fibre vulcanisée ou en carton, ou recouverts, en totalité ou en majeure partie, de ces mêmes matières ou de papier.
42.03	Vêtements et accessoires du vêtement en cuir naturel ou reconstitué.
42.04	Articles en cuir naturel ou reconstitué, à usages techniques.
42.05	Autres ouvrages en cuir naturel ou reconstitué.
42.06	Ouvrages en boyaux, en boudruches, en vessies ou en tendons.
43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices
43.02	Pelleteries tannées ou apprêtées (y compris les têtes, queues, pattes et autres morceaux, déchets et chutes), non assemblées ou assemblées (sans adjonction d'autres matières), autres que celles du n° 43.03.
43.03	Vêtements, accessoires du vêtement et autres articles en pelleteries.
43.04	Pelleteries factices et articles en pelleteries factices.
44	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois

Chapitre	Description
44.04	Bois feuillards; échalas fendus; pieux et piquets en bois, appointés, non sciés longitudinalement; bois simplement dégrossis ou arrondis, mais non tournés ni courbés ni autrement travaillés, pour cannes, parapluies, manches d'outils ou similaires; bois en éclisses, lames, rubans et similaires.
44.07	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.
44.08	Feuilles pour placage (y compris celles obtenues par tranchage de bois stratifié), feuilles pour contre-plaqués ou pour autres bois stratifiés similaires et autres bois, sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés, assemblés bord à bord ou en bout, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm.
44.09	Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout.
44.10	Panneaux de particules et panneaux similaires (panneaux dits " oriented strand board " et panneaux dits " waferboard ", par exemple), en bois ou en autres matières ligneuses, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques.
44.11	Panneaux de fibres de bois ou d'autres matières ligneuses, même agglomérées avec des résines ou d'autres liants organiques.
44.12	Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires.
44.13	Bois dits " densifiés ", en blocs, planches, lames ou profilés.
44.14	Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires.
44.15	Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires, en bois; tambours (tourets) pour câbles, en bois; palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois; rehausses de palettes en bois.
44.16	Futaillies, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties, en bois, y compris les merrains.
44.17	Outils, montures et manches d'outils, montures de brosses, manches de balais ou de brosses, en bois; formes, embauchoirs et tendeurs pour chaussures, en bois.
44.18	Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux pour parquets et les bardeaux ("shingles" et "shakes"), en bois.
44.19	Articles en bois pour la table ou la cuisine.
44.20	Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie, et ouvrages similaires, en bois; statuettes et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du chapitre 94.
44.21	Autres ouvrages en bois.
45	Liège et ouvrages en liège
45.02	Liège naturel, écroûté ou simplement équarri, ou en cubes, plaques, feuilles ou bandes de forme carrée ou rectangulaire (y compris les ébauches à arêtes vives pour bouchons).
45.03	Ouvrages en liège naturel.
45.04	Liège aggloméré (avec ou sans liant) et ouvrages en liège aggloméré.
46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie
46.01	Tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes; matières à tresser, tresses et articles similaires en matières à tresser, tissés ou parallélisés, à plat, même finis (nattes, paillassons et claies, par exemple).

Chapitre	Description
46.02	Ouvrages de vannerie obtenus directement en forme à partir de matières à tresser ou confectionnés à l'aide des articles du n° 46.01; ouvrages en luffa.
47	Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts)
47.07	Papiers ou cartons à recycler (déchets et rebuts).
56	Ouates, feutres et nontissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie
56.01	Ouates de matières textiles et articles en ces ouates; fibres textiles d'une longueur n'excédant pas 5 mm (tontisses), noeuds et noppes (boutons) de matières textiles.
56.02	Feutres, même imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés.
56.03	Nontissés, même imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés.
56.04	Fils et cordes de caoutchouc, recouverts de textiles; fils textiles, lames et formes similaires des n° 54.04 ou 54.05, imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique.
56.05	Filés métalliques et fils métallisés, même guipés, constitués par des fils textiles, des lames ou formes similaires des n° 54.04 ou 54.05, combinés avec du métal sous forme de fils, de lames ou de poudres, ou recouverts de métal.
56.06	Fils guipés, lames et formes similaires des n° 54.04 ou 54.05 guipées, autres que ceux du n° 56.05 et autres que les fils de crin guipés; fils de chenille; fils dits "de chaînette".
56.07	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique.
56.08	Filets à mailles nouées, en nappes ou en pièces, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages; filets confectionnés pour la pêche et autres filets confectionnés, en matières textiles.
56.09	Articles en fils, lames ou formes similaires des n° 54.04 ou 54.05, ficelles, cordes ou cordages, non dénommés ni compris ailleurs.
57	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles
57.01	Tapis en matières textiles, à points noués ou enroulés, même confectionnés.
57.02	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles, tissés, non touffetés ni floqués, même confectionnés, y compris les tapis dits "Kelim" ou "Kilim", "Schumacks" ou "Soumak", "Karamanie" et tapis similaires tissés à la main.
57.03	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles, touffetés, même confectionnés.
57.04	Tapis et autres revêtements de sol, en feutre, non touffetés ni floqués, même confectionnés.
57.05	Autres tapis et revêtements de sol en matières textiles, même confectionnés.
58	Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies
58.01	Velours et peluches tissés et tissus de chenille, autres que les articles des n° 58.02 ou 58.06.
58.02	Tissus bouclés du genre éponge, autres que les articles du n° 58.06; surfaces textiles touffetées, autres que les produits du n° 57.03.
58.03	Tissus à point de gaze, autres que les articles du n° 58.06.
58.04	Tulles, tulles-bobinots et tissus à mailles nouées; dentelles en pièces, en bandes ou en motifs, autres que les produits des n° 60.02 à 60.06.

Chapitre	Description
58.05	Tapisseries tissées à la main (genre Gobelins, Flandres, Aubusson, Beauvais et similaires) et tapisseries à l'aiguille (au petit point, au point de croix, par exemple), même confectionnées.
58.06	Rubannerie autre que les articles du n° 58.07; rubans sans trame, en fils ou fibres parallélisés et encollés (bolducs).
58.07	Étiquettes, écussons et articles similaires en matières textiles, en pièces, en rubans ou découpés, non brodés.
58.08	Tresses en pièces; articles de passementerie et articles ornementaux analogues, en pièces, sans broderie, autres que ceux en bonneterie; glands, floches, olives, noix, pompons et articles similaires.
58.09	Tissus de fils de métal et tissus de filés métalliques ou de fils textiles métallisés du n° 56.05, des types utilisés pour l'habillement, l'ameublement ou usages similaires, non dénommés ni compris ailleurs.
58.10	Broderies en pièces, en bandes ou en motifs.
58.11	Produits textiles matelassés en pièces, constitués d'une ou plusieurs couches de matières textiles associées à une matière de rembourrage par piquêr, capitonnage ou autre cloisonnement, autres que les broderies du n° 58.10.
59	Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles
59.06	Tissus caoutchoutés, autres que ceux du n° 59.02.
59.07	Autres tissus imprégnés, enduits ou recouverts; toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'atelier ou usages analogues.
59.08	Mèches tissées, tressées ou tricotées, en matières textiles, pour lampes, réchauds, briquets, bougies ou similaires; manchons à incandescence et étoffes tubulaires tricotées servant à leur fabrication, même imprégnés.
59.09	Tuyaux pour pompes et tuyaux similaires, en matières textiles, même avec armatures ou accessoires en autres matières
59.10	Courroies transporteuses ou de transmission en matières textiles, même imprégnées, enduites, recouvertes de matière plastique ou stratifiées avec de la matière plastique ou renforcées de métal ou d'autres matières.
59.11	Produits et articles textiles pour usages techniques, visés à la note 7 du présent chapitre.
60	Étoffes de bonneterie
60.01	Velours, peluches (y compris les étoffes dites "à longs poils") et étoffes bouclées, en bonneterie.
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie
61.01	Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, à l'exclusion des articles du n° 61.04.
61.02	Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, à l'exclusion des articles du n° 61.04.
61.03	Costumes ou complets, ensembles, vestons, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, pour hommes ou garçonnets.
61.04	Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, pour femmes ou fillettes.
61.05	Chemises et chemisettes, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets.
61.06	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, en bonneterie, pour femmes ou fillettes.

Chapitre	Description
61.07	Slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets.
61.08	Combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes.
61.09	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie.
61.10	Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles similaires, y compris les sous-pulls, en bonneterie.
61.13	Vêtements confectionnés en étoffes de bonneterie des n° 59.03, 59.06 ou 59.07.
61.14	Autres vêtements, en bonneterie.
61.15	Collants (bas-culottes), bas, mi-bas, chaussettes et autres articles chaussants, y compris les bas à varices, en bonneterie.
61.16	Gants, mitaines et moufles, en bonneterie.
61.17	Autres accessoires confectionnés du vêtement, en bonneterie; parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, en bonneterie
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie
62.01	Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, à l'exclusion des articles du n° 62.03.
62.02	Manteaux, cabans, capes, anoraks, blousons et articles similaires, pour femmes ou fillettes, à l'exclusion des articles du n° 62.04.
62.03	Costumes ou complets, ensembles, vestons, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), pour hommes ou garçonnets.
62.04	Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), pour femmes ou fillettes.
62.05	Chemises et chemisettes, pour hommes ou garçonnets.
62.06	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, pour femmes ou fillettes.
62.07	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets.
62.08	Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes.
62.10	Vêtements confectionnés en produits des n° 56.02, 56.03, 59.03, 59.06 ou 59.07.
62.12	Soutiens-gorge, gaines, corsets, bretelles, jarretelles, jarretières et articles similaires et leurs parties, même en bonneterie.
62.13	Mouchoirs et pochettes.
62.14	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires.
62.15	Cravates, noeuds papillons et foulards cravates.
62.16	Gants, mitaines et moufles.
62.17	Autres accessoires confectionnés du vêtement; parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, autres que celles du n° 62.12.
63	Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons
63.01	Couvertures.

Chapitre	Description
63.02	Linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine.
63.05	Sacs et sachets d'emballage.
63.06	Bâches et stores d'extérieur; tentes; voiles pour embarcations, planches à voile ou chars à voile; articles de campement.
63.07	Autres articles confectionnés, y compris les patrons de vêtements.
63.08	Assortiments composés de pièces de tissus et de fils, même avec accessoires, pour la confection de tapis, de tapisseries, de nappes de table ou de serviettes brodées, ou d'articles textiles similaires, en emballages pour la vente au détail.
64	Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets
64.01	Chaussures étanches à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou en matière plastique, dont le dessus n'a été ni réuni à la semelle extérieure par couture ou par des rivets, des clous, des vis, des tétons ou des dispositifs similaires, ni formé de différentes parties assemblées par ces mêmes procédés.
64.02	Autres chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou en matière plastique.
64.03	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel.
64.04	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en matières textiles.
65	Coiffures et parties de coiffures
65.01	Cloches non dressées (mises en forme) ni tournurées (mises en tournure), plateaux (disques), manchons (cylindres) même fendus dans le sens de la hauteur, en feutre, pour chapeaux.
65.02	Cloches ou formes pour chapeaux, tressées ou fabriquées par l'assemblage de bandes en toutes matières, non dressées (mises en forme) ni tournurées (mises en tournure) ni garnies.
65.03	Chapeaux et autres coiffures en feutre, fabriqués à l'aide des cloches ou des plateaux du n° 65.01, même garnis.
65.04	Chapeaux et autres coiffures en feutre, fabriqués à l'aide des cloches ou des plateaux du n° 65.01, même garnis.
65.05	Chapeaux et autres coiffures en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, de feutre ou d'autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis; résilles et filets à cheveux en toutes matières, même garnis.
65.06	Autres chapeaux et coiffures, même garnis.
65.07	Bandes pour garniture intérieure, coiffes, couvre-coiffures, carcasses, visières et jugulaires pour la chapellerie.
66	Parapluies, ombrelles, parasols, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties
66.02	Canes, cannes-sièges, fouets, cravaches et articles similaires.
66.03	Parties, garnitures et accessoires pour articles des n° 66.01 ou 66.02.
67	Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux
67.01	Peaux et autres parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet, plumes, parties de plumes, duvet et articles en ces matières, autres que les produits du n° 05.05 et les tuyaux et tiges de plumes, travaillés.
67.02	Fleurs, feuillages et fruits artificiels et leurs parties; articles confectionnés en fleurs, feuillages ou fruits artificiels.

Chapitre	Description
67.03	Cheveux remis, amincis, blanchis ou autrement préparés; laine, poils et autres matières textiles, préparés pour la fabrication de perruques ou d'articles similaires.
67.04	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs.
68	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues
68.05	Abrasifs naturels ou artificiels en poudre ou en grains, appliqués sur produits textiles, papier, carton ou autres matières, même découpés, cousus ou autrement assemblés.
68.12	Amiante (asbeste) travaillé, en fibres; mélanges à base d'amiante ou à base d'amiante et de carbonate de magnésium; ouvrages en ces mélanges ou en amiante (fils, tissus, vêtements, coiffures, chaussures, joints, par exemple), même armés, autres que ceux des n° 68.11 ou 68.13.
68.13	Garnitures de friction (plaques, rouleaux, bandes, segments, disques, rondelles, plaquettes, par exemple), non montées, pour freins, pour embrayages ou pour tous organes de frottement, à base d'amiante (asbeste), d'autres substances minérales ou de cellulose, même combinés avec des textiles ou d'autres matières.
68.15	Ouvrages en pierre ou en autres matières minérales (y compris les fibres de carbone, les ouvrages en ces matières et en tourbe), non dénommés ni compris ailleurs.
70	Verre et ouvrages en verre
70.06	Verre des n° 70.03, 70.04 ou 70.05, courbé, biseauté, gravé, percé, émaillé ou autrement travaillé, mais non encadré ni associé à d'autres matières.
70.07	Verre de sécurité, consistant en verres trempés ou formés de feuilles contre-collées.
70.09	Miroirs en verre, même encadrés, y compris les miroirs rétroviseurs.
70.14	Verrerie de signalisation et éléments d'optique en verre (autres que ceux du n° 70.15), non travaillés optiquement.
70.15	Verres d'horlogerie et verres analogues, verres de lunetterie commune ou médicale, bombés, cintrés, creusés ou similaires, non travaillés optiquement; sphères (boules) creuses et leurs segments, en verre, pour la fabrication de ces verres.
70.18	Perles de verre, imitations de perles fines ou de culture, imitations de pierres gemmes et articles similaires de verroterie, et leurs ouvrages autres que la bijouterie de fantaisie; yeux en verre autres que de prothèse; statuettes et autres objets d'ornementation, en verre travaillé au chalumeau (verre filé), autres que la bijouterie de fantaisie; microsphères de verre d'un diamètre n'excédant pas 1 mm.
70.19	Fibres de verre (y compris la laine de verre) et ouvrages en ces matières (fils, tissus, par exemple).
70.20	Autres ouvrages en verre.
71	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies
71.01	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies
71.02	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.
71.03	Pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées, ni serties; pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport.
71.04	Pierres synthétiques ou reconstituées, même travaillées ou assorties mais non enfilées ni montées ni serties; pierres synthétiques ou reconstituées non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport.

Chapitre	Description
71.05	Égrisés et poudres de pierres gemmes ou de pierres synthétiques.
71.07	Plaqué ou doublé d'argent sur métaux communs, sous formes brutes ou mi-ouvrées.
71.09	Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent, sous formes brutes ou mi-ouvrées.
71.10	Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.
71.11	Plaqué ou doublé de platine sur métaux communs, sur argent ou sur or, sous formes brutes ou mi-ouvrées.
71.12	Déchets et débris de métaux précieux ou de plaqué ou doublé de métaux précieux; autres déchets et débris contenant des métaux précieux ou des composés de métaux précieux du type de ceux utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux.
71.13	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux.
71.14	Articles d'orfèvrerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux.
71.15	Autres ouvrages en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux.
71.16	Ouvrages en perles fines ou de culture, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées.
71.17	Bijouterie de fantaisie.
73	Ouvrages en fonte, fer ou acier
73.15	Chaînes, chaînettes et leurs parties, en fonte, fer ou acier.
73.17	Pointes, clous, punaises, crampons appointés, agrafes ondulées ou biseautées et articles similaires, en fonte, fer ou acier, même avec tête en autre matière, à l'exclusion de ceux avec tête en cuivre.
73.18	Vis, boulons, écrous, tire-fond, crochets à pas de vis, rivets, goupilles, chevilles, clavettes, rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort) et articles similaires, en fonte, fer ou acier.
73.20	Ressorts et lames de ressorts, en fer ou en acier.
73.23	Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en fonte, fer ou acier; paille de fer ou d'acier; éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en fer ou en acier.
74	Cuivre et ouvrages en cuivre
74.14	Toiles métalliques (y compris les toiles continues ou sans fin), grillages et treillis, en fils de cuivre; tôles et bandes déployées en cuivre.
74.15	Pointes, clous, punaises, crampons appointés et articles similaires, en cuivre ou avec tige en fer ou en acier et tête en cuivre; vis, boulons, écrous, crochets à pas de vis, rivets, goupilles, chevilles, clavettes, rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort) et articles similaires, en cuivre.
74.16	Ressorts en cuivre.
74.17	Appareils non électriques de cuisson ou de chauffage, des types servant à des usages domestiques, et leurs parties, en cuivre.
74.18	Articles de ménage ou d'économie domestique, d'hygiène ou de toilette, et leurs parties, en cuivre; éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en cuivre.
74.19	Autres ouvrages en cuivre.
75	Nickel et ouvrages en nickel

Chapitre	Description
75.06	Tôles, bandes et feuilles, en nickel.
75.07	Tubes, tuyaux et accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple), en nickel.
75.08	Autres ouvrages en nickel.
76	Aluminium et ouvrages en aluminium
76.11	Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés), en aluminium, d'une contenance excédant 300 l, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge.
76.12	Réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium (y compris les étuis tubulaires rigides ou souples), pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés), d'une contenance n'excédant pas 300 l, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge.
78	Plomb et ouvrages en plomb
78.06	Autres ouvrages en plomb.
79	Zinc et ouvrages en zinc
79.07	Autres ouvrages en zinc.
80	Étain et ouvrages en étain
80.07	Autres ouvrages en étain.
83	Ouvrages divers en métaux communs
83.06	Cloches, sonnettes, gongs et articles similaires, non électriques, en métaux communs; statuettes et autres objets d'ornement, en métaux communs; cadres pour photographies, gravures ou similaires, en métaux communs; miroirs en métaux communs.
83.07	Tuyaux flexibles en métaux communs, même avec leurs accessoires.
83.08	Fermoirs, montures-fermoirs, boucles, boucles-fermoirs, agrafes, crochets, oeillets et articles similaires, en métaux communs, pour vêtements, chaussures, bâches, maroquinerie, ou pour toutes confections ou équipements; rivets tubulaires ou à tige fendue, en métaux communs; perles et paillettes découpées, en métaux communs.
83.10	Plaques indicatrices, plaques-enseignes, plaques-adresses et plaques similaires, chiffres, lettres et enseignes diverses, en métaux communs, à l'exclusion de ceux du n° 94.05.
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils
84.07	Moteurs à piston alternatif ou rotatif, à allumage par étincelles (moteurs à explosion).
84.08	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel).
84.22	Machines à laver la vaisselle; machines et appareils servant à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients; machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants; machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues; autres machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises (y compris les machines et appareils à emballer sous film thermorétractable); machines et appareils à gazéifier les boissons.

Chapitre	Description
84.33	Machines, appareils et engins pour la récolte ou le battage des produits agricoles, y compris les presses à paille ou à fourrage; tondeuses à gazon et faucheuses; machines pour le nettoyage ou le triage des oeufs, fruits ou autres produits agricoles, autres que les machines et appareils du n° 84.37.
85	Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils
85.04	Transformateurs électriques, convertisseurs électriques statiques (redresseurs, par exemple), bobines de réactance et selfs.
85.05	Électro-aimants; aimants permanents et articles destinés à devenir des aimants permanents après aimantation; plateaux, mandrins et dispositifs magnétiques ou électromagnétiques similaires de fixation; accouplements, embrayages, variateurs de vitesse et freins électromagnétiques; têtes de levage électromagnétiques.
85.06	Piles et batteries de piles électriques.
85.07	Accumulateurs électriques, y compris leurs séparateurs, même de forme carrée ou rectangulaire.
85.08	Outils électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main.
85.09	Appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique.
85.10	Rasoirs, tondeuses et appareils à épiler, à moteur électrique incorporé.
85.11	Appareils et dispositifs électriques d'allumage ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression (magnétos, dynamos-magnétos, bobines d'allumage, bougies d'allumage ou de chauffage, démarreurs, par exemple); génératrices (dynamos, alternateurs, par exemple) et conjoncteurs-disjoncteurs utilisés avec ces moteurs.
85.12	Appareils électriques d'éclairage ou de signalisation (à l'exclusion des articles du n° 85.39), essuie-glaces, dégivreurs et dispositifs antibuée électriques, des types utilisés pour cycles ou automobiles.
85.15	Machines et appareils pour le brasage ou le soudage (même pouvant couper), électriques (y compris ceux aux gaz chauffés électriquement) ou opérant par laser ou autres faisceaux de lumière ou de photons, par ultra-sons, par faisceaux d'électrons, par impulsions magnétiques ou au jet de plasma; machines et appareils électriques pour la projection à chaud de métaux ou de cermets.
85.16	Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques; appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires; appareils électrothermiques pour la coiffure (sèche-cheveux, appareils à friser, chauffe-fers à friser, par exemple) ou pour sécher les mains; fers à repasser électriques; autres appareils électrothermiques pour usages domestiques; résistances chauffantes, autres que celles du n° 85.45.
85.18	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence; appareils électriques d'amplification du son.
85.31	Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 85.12 ou 85.30.
85.32	Condensateurs électriques, fixes, variables ou ajustables.
85.33	Résistances électriques non chauffantes (y compris les rhéostats et les potentiomètres).
85.39	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc.

Chapitre	Description
85.40	Lampes, tubes et valves électroniques à cathode chaude, à cathode froide ou à photocathode (lampes, tubes et valves à vide, à vapeur ou à gaz, tubes redresseurs à vapeur de mercure, tubes cathodiques, tubes et valves pour caméras de télévision, par exemple), autres que ceux du n° 85.39.
85.41	Diodes, transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur; dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière; cristaux piézo-électriques montés.
85.44	Fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité (même laqués ou oxydés anodiquement), munis ou non de pièces de connexion; câbles de fibres optiques, constitués de fibres gainées individuellement, même comportant des conducteurs électriques ou munis de pièces de connexion.
85.45	Électrodes en charbon, balais en charbon, charbons pour lampes ou pour piles et autres articles en graphite ou en autre carbone, avec ou sans métal, pour usages électriques.
87	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires
87.03	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 87.02), y compris les voitures du type "break" et les voitures de course.
87.06	Châssis des véhicules automobiles des n° 87.01 à 87.05, équipés de leur moteur.
87.07	Carrosseries des véhicules automobiles des n° 87.01 à 87.05, y compris les cabines.
87.08	Parties et accessoires des véhicules automobiles des n° 87.01 à 87.05.
89	Navigation maritime ou fluviale
89.03	Yachts et autres bateaux et embarcations de plaisance ou de sport; bateaux à rames et canoës.
90	Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments ou appareils
90.01	Fibres optiques et faisceaux de fibres optiques; câbles de fibres optiques autres que ceux du n° 85.44; matières polarisantes en feuilles ou en plaques; lentilles (y compris les verres de contact), prismes, miroirs et autres éléments d'optique en toutes matières, non montés, autres que ceux en verre non travaillé optiquement.
90.02	Lentilles, prismes, miroirs et autres éléments d'optique en toutes matières, montés, pour instruments ou appareils, autres que ceux en verre non travaillé optiquement.
90.03	Montures de lunettes ou d'articles similaires, et leurs parties.
90.04	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires.
90.05	Jumelles, longues-vues, lunettes astronomiques, télescopes optiques, et leurs bâtis; autres instruments d'astronomie et leurs bâtis, à l'exclusion des appareils de radio-astronomie.
90.06	Appareils photographiques; appareils et dispositifs, y compris les lampes et tubes, pour la production de la lumière-éclair en photographie, à l'exclusion des lampes et tubes à décharge du n° 85.39.
90.13	Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre.
90.14	Boussoles, y compris les compas de navigation; autres instruments et appareils de navigation.

Chapitre	Description
90.15	Instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de photogrammétrie, d'hydrographie, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique, à l'exclusion des boussoles; télémètres.
90.16	Balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins, avec ou sans poids.
93	Armes, munitions et leurs parties et accessoires
93.02	Revolvers et pistolets, autres que ceux des n° 93.03 ou 93.04.
93.03	Autres armes à feu et engins similaires utilisant la déflagration de la poudre (fusils et carabines de chasse, armes à feu ne pouvant être chargées que par le canon, pistolets lance-fusées et autres engins conçus uniquement pour lancer des fusées de signalisation, pistolets et revolvers pour le tir à blanc, pistolets d'abattage à cheville, canons lance-amarres, par exemple).
93.04	Autres armes (fusils, carabines et pistolets à ressort, à air comprimé ou à gaz, matraques, par exemple), à l'exclusion de celles du n° 93.07.
93.05	Parties et accessoires des articles des n° 93.01 à 93.04.
93.06	Bombes, grenades, torpilles, mines, missiles, cartouches et autres munitions et projectiles, et leurs parties, y compris les chevrotines, plombs de chasse et bourres pour cartouches.
93.07	Sabres, épées, baïonnettes, lances et autres armes blanches, leurs parties et leurs fourreaux.
94	Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires; constructions préfabriquées
94.01	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties.
94.03	Autres meubles et leurs parties.
94.04	Sommiers; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires, recouverts ou non.
95	Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports; leurs parties et accessoires
95.04	Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports; leurs parties et accessoires
95.05	Articles pour fêtes, carnaval ou autres divertissements, y compris les articles de magie et articles-surprises.
95.08	Manèges, balançoires, stands de tir et autres attractions foraines; cirques ambulants et ménageries ambulantes; théâtres ambulants.
96	Ouvrages divers
96.03	Balais et brosses, même constituant des parties de machines, d'appareils ou de véhicules, balais mécaniques pour emploi à la main, autres qu'à moteur, pinceaux et plumeaux; têtes préparées pour articles de brosse; tampons et rouleaux à peindre; raclettes en caoutchouc ou en matières souples analogues.
96.04	Tamis et cribles, à main.
96.05	Assortiments de voyage pour la toilette des personnes, la couture ou le nettoyage des chaussures ou des vêtements.
96.14	Pipes (y compris les têtes de pipes), fume-cigare et fume-cigarette, et leurs parties.
96.15	Peignes à coiffer, peignes de coiffure, barrettes et articles similaires; épingles à cheveux; pince-guiches, onduleurs, bigoudis et articles similaires pour la coiffure, autres que ceux du n° 85.16, et leurs parties.

Chapitre	Description
96.16	Vaporisateurs de toilette, leurs montures et têtes de montures; houppes et houppettes à poudre ou pour l'application d'autres cosmétiques ou produits de toilette.
96.17	Bouteilles isolantes et autres récipients isothermiques montés, dont l'isolation est assurée par le vide, ainsi que leurs parties (à l'exclusion des ampoules en verre).
96.18	Mannequins et articles similaires; automates et scènes animées pour étalages.

ANNEXE IV
DÉPARTEMENT DES DOUANES ET ACCISES
STRATÉGIE DE RÉFORME

I. INTRODUCTION

Le Département des douanes et accises a entrepris un programme de réforme et de modernisation des douanes dont l'objet est de créer une administration des douanes moderne qui réponde aux exigences du gouvernement en matière d'efficacité de perception des recettes et de protection à la frontière, ainsi qu'aux besoins du secteur privé en matière de rapidité, de simplicité et de fiabilité des échanges internationaux. Le présent document expose le programme de réforme du Département des douanes et accises, qui s'inscrit dans le cadre des politiques de réforme économique du gouvernement du Royaume du Cambodge et du Ministère de l'économie et des finances.

Programme et politique de réforme du gouvernement

Au cours de son second mandat, le gouvernement royal du Cambodge s'est engagé à assurer une croissance économique soutenue et à réduire la pauvreté. Dans une déclaration de politique générale prononcée devant l'Assemblée nationale le 30 novembre 1998, le Premier Ministre, Samdech Hun Sen, a montré la fermeté de la volonté politique et de l'engagement du gouvernement de poursuivre une politique énergique de réforme dans les domaines suivants:

- réforme du service public
- réforme de l'armée et de la police
- réforme de la justice et de la magistrature
- réforme économique.

La réforme économique est la première priorité du gouvernement. Son but est de créer un développement économique durable et d'assurer la stabilité macroéconomique du Cambodge. Il faudra pour cela s'efforcer de promouvoir une croissance économique progressive en utilisant les capacités et les ressources nationales et en ayant recours à une coopération et une aide de l'étranger. Une tâche essentielle dont dépend le succès du processus de réforme économique consiste à renforcer le service civil et d'améliorer la gestion publique. Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable de s'appuyer sur un système plus efficace de perception des recettes, afin que le gouvernement puisse financer les diverses initiatives qui constituent son programme de réforme.

Politique de réforme économique du Ministère de l'économie et des finances

Dans le cadre de la politique de réforme économique du gouvernement, le Ministère de l'économie et des finances a défini ses propres orientations et programmes de travail couvrant les domaines suivants:

- politique économique, y compris la réforme fiscale
- politique en matière de finances publiques
- politique économique extérieure.

Le Ministre de l'économie et des finances a pris des mesures pour renforcer la capacité de gestion budgétaire du Ministère. Il s'est en outre engagé à élargir la base d'imposition et à améliorer l'administration des douanes en mettant en œuvre des programmes de réforme à la fois dans le Département des impôts et dans celui des douanes et accises. Une assistance technique est fournie par

des organismes donateurs (PNUD, FMI, BAsD et plusieurs donateurs bilatéraux) dans de nombreux domaines et s'adresse notamment aux services fiscaux et douaniers.

Les institutions et organismes placés sous la direction du Ministère de l'économie et des finances ont reçu pour instruction d'élaborer des programmes de réforme et des plans d'action afin de mettre en œuvre les politiques de réforme du gouvernement royal et du Ministère. Le présent document expose le programme de réforme du Département des douanes et accises.

II. PROGRAMME DE REFORME DES DOUANES

Objectifs de la réforme:

Sous la direction du représentant du gouvernement royal en charge du Département des douanes et accises, celui-ci a lancé un programme ambitieux de réforme. Le programme de réforme des douanes est un ensemble complet de mesures visant à transformer radicalement et à renforcer le mode de fonctionnement du Département. Son objectif est de renforcer tous les aspects opérationnels du Département, y compris son personnel, sa structure administrative, son mandat, ses systèmes et procédures et ses installations et son infrastructure.

Ces mesures sont essentielles pour préparer le Département à faire face aux changements et aux défis nombreux que connaît aujourd'hui le Cambodge. Le programme de réforme des douanes permettra au Département de répondre aux attentes du gouvernement en matière de perception des recettes, ainsi qu'à celles des milieux commerçants et du public en général en matière d'efficacité, de professionnalisme et de transparence des services douaniers. Le programme de réforme permettra en outre au Département de se préparer à remplir les conditions d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et au groupe de pays de l'ANASE.

Le programme visera à élaborer et mettre en œuvre une législation douanière moderne et des règlements connexes, à restructurer le tarif douanier afin de respecter les engagements internationaux, à accélérer et simplifier les procédures douanières afin de les rendre conformes aux normes internationales et de contribuer à la facilitation des échanges, à introduire l'automatisation, à renforcer les programmes de mise en application afin de réduire la contrebande et les autres pratiques illicites, à fournir au Département les installations et le matériel dont il a besoin pour remplir ses fonctions et à développer les compétences, les connaissances et le professionnalisme du personnel douanier.

Le Département des douanes et accises reçoit une assistance technique du Fond monétaire international (FMI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la mise en œuvre de son programme de réforme. Il y a un conseiller des douanes résident et des conseillers spéciaux seront détachés pour fournir une assistance dans de nombreux domaines de développement. Une assistance technique à court terme est également fournie par le secrétariat de l'ANASE et par divers donateurs bilatéraux.

Les objectifs du programme de réforme des douanes sont exposés ci-dessous. Chacun de ces objectifs est appuyé par des plans d'action détaillés dont l'exécution sera contrôlée par le Comité directeur de la réforme des douanes.

1. Renforcement du cadre juridique des douanes

Élaboration et mise en œuvre d'une loi douanière révisée afin d'asseoir la réforme sur une base législative et de satisfaire aux obligations et aux normes internationales.

La législation douanière existante (Loi de 1989 sur les droits frappant les marchandises exportées et importées) ne permet pas de faire face aux besoins d'une administration douanière

moderne. Son champ d'application est très limité et elle n'a pas la base législative nécessaire pour appuyer les modifications prévues dans le cadre du programme de réforme des douanes.

Il y a environ cinq ans, un projet de code douanier pour le Cambodge, s'inspirant largement du Code douanier français actuel, a été élaboré avec l'aide du PNUD. Ce projet de code a été présenté au Conseil des ministres il y a environ deux ans, mais n'a pas encore été approuvé. Le projet de loi est très détaillé et excessivement complexe, comportant quelque 340 articles. En outre, il est à craindre que ce projet de code ne soit pas adapté aux nouveaux engagements du gouvernement envers l'OMC et l'ANASE et aux diverses conventions de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), en particulier la Convention de Kyoto pour la simplification des régimes douaniers.

Un examen attentif du projet sera donc entrepris et un projet révisé de code douanier sera élaboré et présenté pour approbation. L'élaboration des règlements douaniers connexes sera prévue. Ce projet de loi tiendra compte des impératifs d'un système de traitement automatisé des opérations douanières. Le projet de code devrait être achevé d'ici la fin de l'année 2001. Toutes les parties intéressées des pouvoirs publics et du secteur privé seront consultées lors de l'élaboration du nouveau code douanier.

2. Restructuration du tarif douanier

Élaboration et mise en œuvre d'un tarif douanier simplifié et rationalisé afin de réduire le nombre des fourchettes tarifaires et le taux de droits maximal.

La restructuration du tarif douanier cambodgien procède de l'engagement du gouvernement d'effectuer une réforme fiscale qui, à son tour, fait partie du programme de réforme économique. Ces programmes sont appuyés par le Fonds monétaire international dans le cadre de son plan de réduction de la pauvreté et d'aide à la croissance et bénéficient d'un crédit d'ajustement structurel accordé par la Banque mondiale. Le PNUD et d'autres organismes donateurs soutiennent également le programme du gouvernement.

Le programme de restructuration préconise la réduction de 12 à 24 du nombre des fourchettes tarifaires et de 120 pour cent à 35 pour cent du taux de droits maximal en 2001. Afin de maintenir l'importante contribution des douanes aux recettes de l'État, le gouvernement augmente ses taux de droits d'accise en même temps qu'il réduit ses taux de droits de douane. La réduction de 12 à quatre du nombre des fourchettes tarifaires simplifiera considérablement l'administration du tarif douanier. L'objectif à long terme est de parvenir à un taux de droits non pondéré de moins de 15 pour cent en 2002/03.

3. Modernisation et simplification des procédures douanières:

Mise en place de procédures simplifiées de dédouanement qui contribuent à la facilitation des échanges et améliorent l'efficacité des opérations par l'emploi des techniques de gestion du risque.

Les procédures actuelles de dédouanement sont compliquées, fastidieuses et inefficaces. Le Département a entrepris un examen fondamental de ses méthodes et procédures afin de repérer les domaines qu'il est indispensable de simplifier et de moderniser pour respecter les normes internationales et préparer l'automatisation. Il s'agira notamment d'étudier le rôle des autres services administratifs dans le processus d'importation et d'exportation, avec pour objectif à long terme de consolider autant que faire se peut le contrôle douanier à la frontière. Des améliorations du processus de dédouanement seront apportées progressivement à mesure que le Département progressera vers l'automatisation. Les domaines à simplifier sont notamment l'enregistrement et le contrôle des marchandises, les contrôles de transit, l'inspection et la mainlevée des marchandises, la déclaration

d'importation et la comptabilisation des recettes, la classification et l'évaluation du tarif douanier et l'élaboration d'un programme d'audit après dédouanement.

4. Développement des relations internationales:

Développement des relations multilatérales et bilatérales, y compris l'accession à l'Organisation mondiale du commerce, à l'Organisation mondiale des douanes et à la Zone de libre échange de l'ANASE, négociation d'accords commerciaux (Nouvelle-Zélande, Canada).

Le gouvernement s'est engagé à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des discussions préliminaires ont commencé. Le Département des douanes et accises rencontre de grosses difficultés en se préparant à remplir les obligations qu'entraîne, dans le domaine des douanes, l'adhésion à l'OMC. Ces obligations découlent principalement de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane). Les méthodes existantes de détermination de la valeur en douane des marchandises importées seront considérablement modifiées avec le passage à la "valeur transactionnelle" ou prix réellement payé pour les marchandises, conformément aux dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'organisation de l'audit après dédouanement sera une partie essentielle de la mise en œuvre de l'Accord et marque un changement important dans la procédure douanière, dont bénéficieront tant le Département en termes de perception des recettes que les importateurs en termes de facilitation des échanges et de niveau du service assuré par les douanes. Des procédures doivent également être mises au point pour donner aux douanes les moyens d'appliquer des mesures de contrôle à la frontière en ce qui concerne la propriété intellectuelle, comme le prévoit l'Accord de l'OMC sur les ADPIC.

Le Département est récemment devenu membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et il apportera des modifications à ses règles de fonctionnement afin de satisfaire aux normes internationales de l'OMD (principalement de la Convention de Kyoto pour la simplification des régimes douaniers).

Le Département intensifiera ses efforts pour maintenir des relations et une coopération internationales en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits. Cela supposera une plus grande concertation avec le Bureau régional de liaison de l'OMD, un renforcement des échanges bilatéraux d'informations et la création d'un point de contact international dans le Département.

5. Renforcement des moyens de faire respecter les droits:

Élaboration et mise en œuvre, sur la base des principes de la gestion du risque, d'une stratégie et d'un programme visant à faire respecter les droits, afin de réduire la contrebande et les autres activités transfrontières illicites.

Le Département rencontre de nombreuses difficultés dans ses efforts actuels pour faire respecter les droits. Plusieurs autres organismes publics ont joué un rôle dans l'application des mesures douanières, ce qui a entraîné un chevauchement des tâches, un gaspillage des ressources et un manque d'efficacité des efforts de lutte contre la contrebande. Le Département manque du matériel et des outils essentiels pour faire respecter véritablement les droits, la formation a été limitée et des pratiques de corruption réduisent souvent à néant les efforts de mise en application. Afin de réduire la contrebande, le Département met actuellement au point une stratégie à court terme de lutte contre ces pratiques, qui portera sur les domaines concernés en priorité par la contrebande.

À moyen et long terme, il faudra mettre au point une stratégie globale pour faire respecter les droits. Il s'agira notamment de procéder à une évaluation stratégique de la menace et à une évaluation détaillée de l'efficacité des efforts déployés pour faire respecter les droits. Cette stratégie se

présentera sous forme d'un programme structuré de mise en application, comprenant des recommandations sur l'organisation, la dotation en personnel et la formation, les améliorations pratiques à apporter aux unités existantes et les mesures à prendre pour réduire les malversations internes. La stratégie prendra également en considération le rôle des autres organismes publics dans l'application des mesures douanières et la coopération internationale. Le plan tiendra compte des mesures de simplification exposées au chapitre précédent et garantira une coordination des efforts visant à faire respecter les droits avec les autres domaines d'activité du Département.

6. Automatisation des systèmes et des procédures:

Toutes les possibilités offertes par les techniques de l'information seront exploitées afin d'améliorer les systèmes de gestion, l'efficacité de fonctionnement et le service fourni aux clients. L'objectif à long terme est d'utiliser des systèmes entièrement automatisés pour toutes les opérations douanières.

Le Département est très peu automatisé à l'heure actuelle. Les systèmes qui sont en place ne sont pas interconnectés et sont surtout des systèmes statistiques ou des systèmes qui permettent à des groupes de spécialistes d'obtenir des renseignements d'appoint (par exemple le système de la Division de l'évaluation et le système de données statistiques). Actuellement, l'importation de marchandises au Cambodge suit une procédure manuelle traditionnelle d'enregistrement des marchandises, de traitement des déclarations, de comptabilisation des recettes et de dédouanement des marchandises.

Au début de 2001, le Directeur du Département des douanes et accises a approuvé un cadre de mise en œuvre des techniques de l'information. Ce cadre évalue le niveau actuel d'automatisation du Département et définit un plan stratégique et une approche de l'introduction et de la mise en œuvre des techniques de l'information. Le cadre englobe également des plans d'action à court terme, à moyen terme et à long terme.

Les actions à court terme (zéro à 12 mois) consistent notamment à renforcer le système de collecte de statistiques en le reliant efficacement au système d'aide à l'évaluation de la SGS et à mettre en évidence des "déficits de compétence" nouveaux et potentiels causés par l'introduction des techniques de l'information.

Les activités à moyen terme (zéro à 36 mois) consistent notamment à créer un organisme permanent chargé des techniques de l'information, à définir des projets potentiels d'automatisation, à rechercher des sources potentielles de fonds et d'assistance technique, à réexaminer la législation en fonction des conséquences des techniques de l'information et à réaliser des études de faisabilité détaillées pour des projets prioritaires.

Les activités à long terme (12 à 48 mois) consistent notamment à établir des relevés détaillés des besoins, à choisir un fournisseur ou un concepteur de système, à élaborer et mettre en œuvre le système et à assurer un appui et un contrôle après la mise en œuvre.

Les conseillers techniques du FMI, ainsi que le soutien technique et le matériel fournis par la SGS au terme du contrat d'IAE, aideront le Département à donner effet au cadre de mise en œuvre des techniques de l'information et à lancer son initiative dans ce domaine.

7. Amélioration de l'organisation et des ressources humaines du Département:

Mise en place d'une nouvelle structure opérationnelle plus apte à répondre aux besoins du Département et élaboration et mise en œuvre d'un plan global concernant les ressources humaines, y compris des programmes de formation et de perfectionnement.

L'actuelle structure opérationnelle du Département ne répond pas aux besoins et aux circonstances des temps présents et doit être modifiée. Des modifications en ce sens ont déjà été proposées. Un examen et une amélioration supplémentaires de l'organisation seront entrepris à la lumière des diverses initiatives de réforme. Aucun effort ne sera ménagé pour accroître la délégation de pouvoir et pour mettre en place des mécanismes de surveillance et de contrôle afin que les cadres administratifs soient tenus responsables des décisions qu'ils prennent.

Il faut améliorer les connaissances et les compétences des agents des douanes afin de les préparer à administrer et à superviser les nouveaux systèmes et les nouvelles procédures découlant du programme de réforme des douanes, comme l'introduction d'un audit après dédouanement et l'informatisation. Un programme complet de formation est également nécessaire pour que le gouvernement puisse en toute confiance investir à nouveau le Département des douanes de la responsabilité de la classification tarifaire et de l'évaluation et mettre un terme au programme d'IAE. Le Département créera un centre de formation des douanes qui sera responsable de la mise au point et de l'exécution d'une grande partie des programmes de formation. Des possibilités de formation et de perfectionnement à l'étranger seront offertes au personnel, le cas échéant.

Le Département élaborera un plan global concernant les ressources humaines. Outre la structure opérationnelle et les besoins de formation, ce plan abordera d'autres questions, notamment les besoins en personnel, la rémunération du personnel, les politiques de recrutement, de rotation et de promotion du personnel et un programme d'intégrité (qui comprendra un code de conduite pour le personnel des douanes).

8. Maximisation du rendement des opérations d'IAE:

À court terme, l'objectif est de maximiser le rendement des opérations d'IAE. L'objectif à long terme est de développer la capacité et les systèmes des douanes afin que la responsabilité de la classification tarifaire et de l'évaluation puisse revenir au Département.

Le gouvernement a signé en 2000 un contrat de deux ans avec la société d'inspection avant expédition (IAE) Société générale de surveillance SA (SGS). Le but de l'inspection avant expédition est d'aider encore le Département des douanes et accises à moderniser ses opérations, à réduire au minimum les possibilités de fraude et d'évasion fiscale du fait de fausses descriptions, de classifications erronées et de sous-évaluations des marchandises de la part des importateurs et de faciliter les échanges. Les douanes se sont engagées à maximiser le rendement des opérations avant expédition.

Selon les termes mêmes de son contrat, la société d'IAE est tenue d'apporter son concours à la modernisation des douanes. Cette assistance comprend l'apport d'une formation spécialisée aux techniques douanières et à la gestion et la fourniture d'une assistance et de matériel pour la mise au point d'un système de dédouanement automatisé.

Outre la maximisation du rendement du contrat d'IAE, le Département s'est engagé à créer et moderniser ses propres systèmes et procédures, à accroître les compétences et aptitudes techniques de son personnel et à renforcer ses contrôles internes. L'objectif à atteindre est que par l'application du programme de réforme, le Département des douanes et accises développe ses capacités à un point tel que les opérations d'IAE ne soient plus nécessaires et puissent être supprimées. L'aide qui doit être fournie dans le cadre du contrat d'IAE contribuera énormément à la réalisation de cet objectif.

9. Amélioration de l'infrastructure du Département:

Élaboration d'un plan d'infrastructure visant à ce que le Département soit suffisamment doté en bureaux et locaux d'inspection, mobilier et matériel, ordinateurs et moyens de faire respecter les droits (véhicules, matériel de détection, etc.).

Nombre des bureaux et des points de contrôle du Département ne permettent plus de répondre aux impératifs du Département et des échanges commerciaux. Les immeubles sont vétustes et en mauvais état et le matériel manque dans tous les domaines. Ces insuffisances compromettent notre capacité à accomplir notre mission et occasionnent aux importateurs et aux voyageurs des désagréments et des retards. En outre, nos bureaux doivent être réaménagés ou remplacés afin d'être adaptés à une automatisation généralisée.

Afin de déterminer les impératifs et priorités spécifiques, un plan d'infrastructure détaillé sera élaboré. Cela contribuera à assurer le financement de notre programme d'infrastructure à partir de sources publiques et externes.

10. Renforcement du service assuré au public et facilitation des échanges:

Améliorer les niveaux et la qualité du service assuré au public et accroître la facilitation des échanges en assurant un service rapide, fiable et professionnel aux personnes qui mènent des activités commerciales légales.

Le Département renforcera ses procédures d'appel et de règlement des différends de sorte qu'il soit possible de donner suite rapidement et loyalement, de manière transparente, aux pourvois en appel des négociants. La nouvelle législation douanière prévoira des procédures d'appel claires et des mécanismes précis de règlement des différends.

Dans le cadre de l'examen des procédures de dédouanement et de l'automatisation, le Département mettra en évidence les possibilités de réduction du temps et des formalités administratives nécessaires au dédouanement des marchandises. Pour mettre au point tous nos nouveaux programmes, nous consulterons les milieux commerçants afin de veiller à ce que leurs besoins soient pris en considération.

11. Gestion du programme de réforme:

Mise en place d'une structure de gestion pour administrer le programme de réforme des douanes et garantir son succès.

Un comité directeur de la réforme des douanes est en cours de constitution au Ministère de l'économie et des finances et sera chargé de définir des orientations stratégiques et de surveiller l'avancement du programme de réforme. Au sein du Département, un groupe de travail de la réforme des douanes, placé sous la conduite du Directeur du Département, a été établi pour gérer le plan de réforme. Des objectifs et des plans d'action, en fonction desquels le Groupe de travail contrôlera les résultats, sont en cours d'élaboration. Plusieurs sous-groupes sont en place pour exécuter les divers projets, sous la direction du Groupe de travail de la réforme.

Au titre du Plan d'action pour la coopération technique du FMI, un conseiller des douanes résident est en place et fournira au Département une assistance technique et des conseils dans de nombreux domaines. En outre, le Plan d'action prévoit un certain nombre de missions d'assistance technique à court terme dans divers domaines techniques d'activité.

Résumé des activités

Objectif:

"Renforcer l'administration des douanes au moyen d'une stratégie cohérente et globale visant à moderniser le Département des douanes et à permettre de clore avec succès le programme d'inspection avant expédition"

Les activités ci-après permettront d'atteindre cet objectif:

- i) Maximiser le rendement des opérations d'inspection avant expédition:
 - a) améliorer les relations de travail avec la société d'IAE;
 - b) créer et doter en personnel un service d'analyse des recettes;
 - c) appliquer les procédures de réconciliation du contrat d'IAE;
 - d) présentation par la société d'IAE de rapports trimestriels sur les exemptions;
 - e) application des dispositions du contrat d'IAE relatives à l'"assistance aux douanes".
- ii) Renforcer l'administration des douanes:
 - a) élaborer et mettre en œuvre une nouvelle loi douanière qui réponde aux normes internationales et aux besoins du Cambodge;
 - b) mettre à exécution un programme de restructuration du tarif douanier débouchant en 2002/2003 sur un taux de droits non pondéré de moins de 15 pour cent;
 - c) renforcer les moyens dont disposent les douanes pour faire respecter les droits;
 - d) moderniser et simplifier les procédures douanières;
 - e) renforcer la structure opérationnelle du Département et accroître les compétences et les connaissances du personnel grâce à un plan global de mise en valeur des ressources humaines et de formation;
 - f) mettre en œuvre un plan d'infrastructure pour la fourniture d'installations et de matériel à l'appui des initiatives de réforme.
- iii) Informatiser les opérations douanières:
 - a) élaborer un cadre de mise en œuvre des techniques de l'information;
 - b) mettre en œuvre un plan d'action à court terme afin de perfectionner le système de collecte des statistiques, d'étendre l'utilisation de la base de données de la SGS sur l'évaluation, de repérer les déficits de compétence dans le domaine des techniques de l'information et d'assurer une formation;
 - c) prendre des premières dispositions pour lancer un projet d'automatisation (créer un organisme chargé des techniques de l'information et le doter en personnel, rechercher des sources potentielles de financement, procéder à un réexamen de la législation, rechercher des sources potentielles d'assistance technique);
 - d) réaliser une étude de faisabilité afin de déterminer les besoins et les priorités en matière d'automatisation, choisir un fournisseur de services pour mettre au point le système;
 - e) élaborer et mettre en œuvre le système automatisé.

- iv) Gestion du programme de réforme:
 - a) créer un comité directeur de la réforme des douanes et un groupe de travail de la réforme pour gérer le programme de réforme;
 - b) créer une équipe réduite en charge du projet de réforme;
 - c) fourniture et coordination de l'assistance technique;
 - d) élaborer et mettre en œuvre un programme de relations publiques;
 - e) surveiller l'avancement de la mise en œuvre du programme de réforme.

ANNEXE V

Produits agricoles dont l'importation est exonérée de taxe à la valeur ajoutée

- a) **Graines** correspondant aux numéros de sous-positions du SH
- | |
|------------|
| 1005.10.00 |
| 1006.11.00 |
| 1008.30.00 |
| 1207.20.00 |
| 1207.30.00 |
| 207.40.00 |
| 207.50.00 |
| 207.60.00 |
| 1207.91.00 |
- et aux numéros de positions
- | |
|-------|
| 12.04 |
| 12.05 |
| 12.06 |
| 12.09 |
| 50.01 |
- a) **Aliments pour animaux et aliments supplémentaires** correspondant aux numéros de positions du SH 23.08 et 23.09, à l'exception des numéros de sous-positions 2309.10.10 et 2309.10.90.
- b) **Espèces animales** correspondant aux numéros de sous-positions:
- | | | | | | |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 0101.11.00 | 0102.10.00 | 0103.10.00 | 0104.10.10 | 0104.20.10 | 0105.11.10 |
| 0105.12.10 | 0105.19.10 | 0105.19.30 | 0105.92.10 | 0105.93.10 | 0106.00.10 |
| 0511.10.00 | 0701.10.00 | | | | |

Source: Circulaire n° 4, Ministère de l'économie et des finances (4 juin 2001).